

Mise en œuvre de la SAICM au niveau national :

Guide des supports de référence, d'orientation et de formation des Organisations participant à l'IOMC

Édition d'août 2012

La présente publication a été préparée dans le cadre de l'IOMC. Elle ne reflète pas nécessairement les points de vue ou les politiques officielles des différentes organisations participant à l'IOMC.

Le Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC) a été créé en 1995 en application des recommandations formulées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1992) pour renforcer la coopération et promouvoir la coordination internationale dans le domaine de la sécurité des substances chimiques. Les organisations participant à ce programme sont la Banque mondiale, la FAO, l'OCDE, l'OIT, l'OMS, l'ONUDI, le PNUD, le PNUE et l'UNITAR. L'IOMC a pour objectif de promouvoir la coordination des politiques et activités menées conjointement ou séparément par les organisations qui y participent pour assurer la gestion rationnelle des produits chimiques du point de vue de la santé et de l'environnement.

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET ET PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1
2. APERÇU DES PROGRAMMES PERTINENTS DES ORGANISATIONS PARTICIPANT A L'IOMC.....	2
2.1 FAO.....	2
2.2 OIT	5
2.3 PNUD	6
2.4 PNUE	12
2.5 ONUDI	15
2.6 UNITAR.....	18
2.7 OMS	21
2.8 BANQUE MONDIALE	22
2.9 OCDE.....	23
3. LA SAICM : CONTEXTE GENERAL.....	25
3.1 GRANDES ETAPES DE LA NAISSANCE DE LA SAICM.....	25
3.2 PRINCIPAUX RÉSULTATS	25
3.3 RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE STRATEGIQUE ET DE GESTION RATIONNELLE DES PRODUITS CHIMIQUES.....	26
3.4 ÉLÉMENTS D'UN SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES	27
3.5 DIFFERENTES PHASES DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE STRATEGIQUE AU NIVEAU NATIONAL	27
4. DOCUMENTS UTILES A L'ETABLISSEMENT D'UN CADRE DE GOUVERNANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE STRATEGIQUE AU NIVEAU NATIONAL	29
4.1 INTEGRATION DE LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES DANS LES PRIORITES DE DEVELOPPEMENT NATIONAL	29
4.2 ÉLABORATION D'UN CADRE INSTITUTIONNEL ET PROGRAMMATIQUE NATIONAL SOLIDE.....	32
4.3 PLANIFICATION, EXECUTION ET SUIVI-EVALUATION EFFICACE DES PROJETS	36
4.4 LEGISLATION NECESSAIRE ET APPLICATION EFFECTIVE.....	39
4.5 PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVE ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE A BUT NON LUCRATIF A LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES	44
5. DOCUMENTS DE REFERENCE SUR LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES	49
5.1 GESTION ET DIFFUSION DE L'INFORMATION	49
5.2 RÉDUCTION DES RISQUES	64
5.3 EDUCATION ET SENSIBILISATION.....	82
5.4 PREVENTION LE CONTROLE DES ACCIDENTS	85
5.5 CAPACITES ANALYTIQUES ET DES LABORATOIRES	89
ANNEXE 1: INDEX DES DOMAINES D'ACTIVITE DE LA SAICM ET SECTIONS CORRESPONDANTES.....	91
ANNEXE 2: COORDONNEES DES ORGANISATIONS PARTICIPANT A L'IOMC IOMC	94
ANNEXE 3: SIGLES ET ACRONYMES	96.

1. OBJET ET PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

Dans le sillage de l'adoption de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) par la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM) en février 2006, les pays ont lancé la mise en œuvre de cette approche, notamment en adoptant des plans nationaux. Pour nourrir la réflexion des pays et les initiatives connexes de renforcement des capacités, les organisations participant au Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC) ont préparé le présent guide. Celui-ci traite de questions que les pays souhaiteront peut-être examiner lorsqu'ils prépareront, élaboreront et appliqueront leurs plans de mise en œuvre de l'Approche stratégique, et indique les supports de référence, d'orientation et de formation existant dans les différents domaines d'intervention couverts par l'Approche stratégique et accessibles par le biais des organisations participant à l'IOMC¹.

L'IOMC reconnaît que les pays ne partent pas du même stade lorsqu'ils élaborent un programme national de gestion rationnelle des produits chimiques et que les supports et outils d'orientation dont ils auront besoin seront donc différents. En outre, ils n'auront pas tous les mêmes priorités de renforcement de leurs capacités de gestion rationnelle des produits chimiques dans le cadre des différents domaines de travail. Il fallait donc proposer un guide modulable permettant aux pays de définir et d'utiliser une gamme de supports adaptés à leurs propres besoins pour planifier la mise en œuvre de l'Approche stratégique.

La structure du document est la suivante: Après cette introduction, la section 2 fait une synthèse des programmes pertinents des organisations participant à l'IOMC. La section 3 donne un bref aperçu de l'Approche stratégique, passant notamment en revue les principaux résultats attendus tels qu'ils ressortent des trois textes de base adoptés par l'ICCM, à savoir la Déclaration de Dubaï, la Stratégie politique globale et le Plan d'action mondial. La section 4 indique les documents de référence utiles pour établir une plateforme-cadre – ou cadre de gouvernance – au niveau national en vue d'une mise en œuvre efficace et coordonnée de l'Approche stratégique. Les questions abordées dans cette section sont notamment les suivantes : intégration de la gestion des substances chimiques dans les priorités de développement national ; élaboration d'un cadre institutionnel et programmatique national solide ; planification, exécution, et suivi-évaluation efficaces des projets ; législation nécessaire et application effective ; et participation du secteur privé et de la société civile. Enfin, la section 5 est consacrée à des thèmes concrets et bien déterminés à l'appui des objectifs de gestion des substances chimiques énoncés dans l'Approche stratégique.

¹ Les supports auxquels renvoie le présent document ont été préparés par les organisations participant à l'IOMC. L'édition 2012 du présent guide est une mise à jour de la version initiale de 2008. Les organisations participant à ce Programme sont les suivantes : Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation internationale du travail (OIT), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

2. APERÇU DES PROGRAMMES PERTINENTS DES ORGANISATIONS PARTICIPANT A L'IOMC

2.1 FAO²

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a pour mission de coopérer au niveau international pour relever le niveau de nutrition et le niveau de vie, accroître la productivité agricole et améliorer les conditions de vie des ruraux. La Conférence de la FAO, qui se réunit tous les deux ans, est l'organe suprême de l'organisation. La FAO à un réseau de bureaux nationaux et régionaux qui jouent un rôle important dans la conception et la conduite des activités de renforcement des capacités. Des unités de protection des végétaux existent dans les bureaux régionaux d'Afrique (Ghana), d'Asie-Pacifique (Thaïlande) d'Amérique latine (Chili) et du Proche-Orient (Le Caire), et dans les bureaux sous-régionaux d'Addis-Abeba, d'Ankara, de la Barbade, de Budapest, d'Harare, de Libreville, de Panama, du Samoa et de Tunis. Au siège de la FAO, à Rome, les services qui nous intéressent plus particulièrement ici sont le Service de protection des végétaux (AGPP) – qui accueille aussi le Secrétariat conjoint de la Convention de Rotterdam, avec le PNUE Substances chimiques, à Genève –, le Bureau juridique et le Département de coopération technique, qui facilite les services d'assistance directe/renforcement des capacités fournis aux pays en développement dans le cadre de son programme de coopération technique.

2.1.1 Groupe de réduction des risques des pesticides (AGPMC)³

Le Groupe de réduction des risques des pesticides (AGPMC), qui fait partie de la Division de la production végétale et de la protection des plantes du Département de l'agriculture, s'intéresse aux aspects internationaux de la protection des végétaux et travaille en étroite coopération avec les organisations et programmes régionaux et nationaux œuvrant dans ce domaine. Il travaille sur le contrôle phytosanitaire au Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux, établissant des normes, échangeant des données et resserrant la coopération. S'agissant du contrôle des pesticides, il facilite la mise en œuvre du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides ; avec le PNUE, il met en œuvre la Convention de Rotterdam et, avec l'OMS, il formule des recommandations sur les limites maximales de résidus et les spécifications des pesticides. S'agissant de la lutte contre les ennemis des cultures, le Service de la protection des végétaux contribue à l'établissement de stratégies de lutte intégrée et accueille le Fonds mondial pour la lutte intégrée qui regroupe la FAO, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale.

Contrôle des pesticides et application du Code de conduite : Le Groupe de réduction des risques des pesticides (PRRG) couvre toute une série d'activités de renforcement des capacités. Il élabore des plans nationaux d'homologation et de contrôle des pesticides, renforce les moyens techniques et matériels nationaux d'application effective des dispositifs de réglementation des pesticides, assure différents types de formation sur l'utilisation appropriée et efficace des pesticides à l'intention des agriculteurs, des vulgarisateurs agricoles, des détaillants et du personnel médical, facilite l'échange informatisé de données et la constitution de réseaux sur les pesticides, les questions réglementaires et d'autres aspects

² Voir <http://www.fao.org>

³ Voir <http://www.fao.org/ag/agp/agpp/Default.htm>

techniques entre les pays coopérants, réalise des études sur les infrastructures de laboratoire d'analyse de pesticides et aide à créer/renforcer ces installations.

Par l'intermédiaire d'organes de normalisation, le PPRG fournit aussi aux pays des références sur les limites de résidus et sur la qualité des pesticides. La Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) est l'organe scientifique qui établit les limites maximales CODEX de résidus de pesticides. La Réunion conjointe FAO/OMS sur les spécifications des pesticides (JMPS) met au point des critères internationaux de qualité des pesticides utilisés dans l'agriculture et la santé publique pour établir des normes applicables à des fins réglementaires ou pour des opérations commerciales. Ces spécifications aident ainsi à limiter le commerce, la vente et l'utilisation de pesticides de qualité inférieure. De nombreux pays – industrialisés et en développement – appliquent ces normes internationales au niveau national.

Prévention et élimination des pesticides périmés : La FAO est la seule institution spécialisée des Nations Unies qui conduit un programme permettant aux pays d'éliminer leurs stocks de pesticides (chimiques) périmés et d'en prévenir la reconstitution. Le projet de la FAO sur les pesticides périmés, lancé grâce à des fonds néerlandais d'affectation spéciale, permet de tenir un inventaire mondial de ces pesticides, dont le stock atteint aujourd'hui 500 000 t, selon les estimations. La FAO/AGPP a conduit plusieurs opérations d'élimination de ces produits en Afrique, en Amérique latine et au Proche-Orient, qui ont été financées par différents pays et organismes donateurs. Cette unité a contribué de façon déterminante à la création et à l'exécution du Programme d'élimination des stocks de pesticides périmés en Afrique et, avec l'appui du FEM, de l'UE et de bailleurs d'aide bilatérale, continue à prêter son concours aux pays d'Afrique, d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, des Caraïbes et de la région Asie-Pacifique pour éliminer ses stocks et en prévenir la reconstitution.

Lutte intégrée contre les ravageurs: Le Service de protection des végétaux accompagne la création de programmes de lutte intégrée, notamment par la lutte biologique et la lutte contre les adventices. Ces programmes accroissent la pérennité des systèmes agricoles et sont considérés économiquement viables car ils rendent les agriculteurs moins dépendants des intrants agricoles, tels que les pesticides, qu'ils doivent se procurer. La FAO encourage la lutte intégrée en la faisant mieux connaître et en contribuant à la mise au point de programmes sur le terrain et à l'élaboration de réformes.

La lutte intégrée est un élément clé de l'approche appliquée par la FAO pour l'intensification durable des cultures, thème de la publication *Save and Grow*⁴. Cette approche encourage des systèmes de production qui conservent les ressources naturelles et font appel des méthodes agricoles qui s'appuient sur des processus écologiques. De vastes programmes basés sur la lutte intégrée contre les ravageurs sont actuellement mis en œuvre dans les régions Asie du Sud-Est, Proche-Orient et Afrique du Nord, et Afrique de l'Ouest, et des projets nationaux se déroulent dans de nombreux pays.

Secrétariat de la Convention de Rotterdam : Le Secrétariat de la Convention de Rotterdam partage son siège entre Rome (FAO AGPMR) et Genève (PNUE Substances chimiques)⁵.

⁴ Voir www.fao.org/ag/save-and-grow

⁵ Voir <http://www.pic.int>

2.1.2 Bureau juridique de la FAO⁶

Le Bureau juridique de la FAO fournit des services-conseil juridiques aux gouvernements sur tout un ensemble de questions, dont la protection des végétaux et l'homologation des pesticides. Travaillant de concert avec les services techniques de la FAO, le Bureau juridique aide les gouvernements à préparer des lois, règlements, accords et autres textes juridiques, et donne des avis sur les structures institutionnelles et le respect du droit international. Le renforcement des capacités par la formation participative de fonctionnaires et consultants nationaux est l'un des volets de la plupart des projets de services-conseil.

⁶ Voir http://www.fao.org/Legal/index_en.htm

2.1.3 Département de la coopération technique de la FAO⁷

Dans le cadre de son programme de coopération technique (TCP), la FAO alloue des ressources limitées à ses États membres pour répondre à leurs besoins les plus urgents en matière de développement agricole. Dans le domaine des pesticides, une assistance technique visant à renforcer les capacités a été fournie à plusieurs niveaux, par exemple pour rédiger la législation sur les pesticides, rendre mieux à même de gérer et contrôler ces produits, et développer des moyens de laboratoire pour faciliter les opérations d'élimination des pesticides. Le programme de coopération technique travaille également en liaison avec la communauté des bailleurs de fonds (pouvoirs publics, institutions internationales et secteur privé) pour mobiliser et acheminer des ressources permettant de répondre aux besoins prioritaires des pays. Dans de nombreux cas, ces projets comportent un volet « gestion des pesticides » qui s'inscrit dans le cadre de l'intensification durable des cultures.

2.2 OIT⁸

L'Organisation internationale du travail (OIT) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui cherche à promouvoir la justice sociale, et le respect des droits de la personne et du travail, qui sont internationalement reconnus. L'OIT définit des normes internationales du travail à l'aide de Conventions et Recommandations, fixant les normes minimales applicables aux droits élémentaires du travail. Les États membres de l'OIT se réunissent dans le cadre de la Conférence internationale du travail, chaque année, en juin, à Genève. La Conférence établit et adopte des normes internationales du travail, et élit le Conseil d'administration, son organe directeur,

Les activités menées par l'OIT pour renforcer les capacités en matière de gestion rationnelle des produits chimiques font partie intégrante de son action globale à l'appui de la sécurité et de la santé au travail, et sont conduites dans le cadre de son Programme focal sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (Safework).

2.2.1 Safework⁹

Bien que basé à Genève, le programme Safework est exécuté par l'intermédiaire d'un réseau décentralisé d'experts de la sécurité et de la santé au travail, qui interviennent sur le terrain pour faciliter la coopération et élaborer des normes et instruments internationaux en vue de fixer les niveaux minimums devant être atteints et maintenus (p. ex. *Convention n° 170 de l'OIT*). Des programmes et bureaux extérieurs existent au niveau national et régional, partout dans le monde. Pour améliorer de façon pratique la sécurité chimique des lieux de travail, il est essentiel que les employés et employeurs participent au niveau national à l'élaboration de la politique du pays. Au niveau de l'entreprise, la collaboration entre la direction et les employés joue un rôle fondamental. Le programme SafeWork encourage cette collaboration au niveau national et à celui de l'entreprise. Les activités de coopération technique menées dans le cadre de ce programme aident à appliquer les instruments mis en place au niveau national pour améliorer les conditions de travail dans l'entreprise.

⁷ Voir <http://www.fao.org/tc>

⁸ Voir <http://www.ilo.org>

⁹ Voir <http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/standard.htm>

Des projets de coopération technique et des séminaires et colloques régionaux de formation se déroulent dans tous les pays en développement ou en transition. L'assistance fournie vise par exemple à :

- promouvoir le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des substances chimiques (SGH) et contribuer à son application, dans le cadre du programme mondial UNITAR/OIT de renforcement des capacités;
- élaborer la législation et renforcer les institutions nationales par la formation ;
- traduire en langues locales les documents relatifs à la sécurité et à la santé au travail ;
- promouvoir l'utilisation des fiches internationales de sécurité chimique (ICSC) ;
- utiliser les modules de formation sur la sécurité chimique pour préparer à l'utilisation sans risque de substances chimiques sur les lieux de travail, présenter les systèmes de classification pour l'étiquetage et le transport des matières dangereuses, comprendre et utiliser les fiches de sécurité chimique, donner un aperçu de la toxicologie et diffuser l'information sur un certain nombre de substances dangereuses d'utilisation courante ;
- fournir un appui spécial aux pays en développement sous forme de projets de coopération technique et d'informations sur la sécurité et la santé au travail, par l'intermédiaire du Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail.

2.3 PNUD¹⁰

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) encourage la gestion rationnelle des produits chimiques, composante importante de son effort de réduction de la pauvreté dans le monde. Dans le droit fil de son rôle de réseau des Nations Unies au service du développement, le PNUD s'emploie à faire reconnaître l'importance des questions relatives à la gestion des substances chimiques et à la pollution pouvant en découler dans les pays en développement en encourageant l'intégration de plans rigoureux de gestion des produits chimiques dans les politiques et plans de développement national basés sur les OMD. Il travaille également avec les pays pour les aider à trouver les ressources et sources de financement nécessaires à l'amélioration de leurs régimes de gestion des produits chimiques afin d'obtenir les résultats recherchés.

Dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM), le PNUD prône l'intégration des priorités de gestion rationnelle des substances chimiques dans les cadres nationaux de planification de l'environnement et de la réduction de la pauvreté, et aide les pays à accéder aux ressources nécessaires pour améliorer leurs régimes de gestion des déchets et des produits chimiques.

Présent dans 177 pays, le PNUD utilise ce réseau mondial pour aider le système des Nations Unies et ses partenaires à sensibiliser l'opinion et à suivre les progrès réalisés, et rapproche les pays des connaissances et des ressources nécessaires pour atteindre les OMD. Son Conseil d'administration est composé des représentants de 36 pays à travers le monde, qui y siègent par roulement et se réunissent trois fois par an.

Avec le concours du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, du Fonds thématique PNUD d'affectation spéciale pour l'environnement et l'énergie, du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide de la SAICM (QSPTF) et de différents autres bailleurs de fonds et partenaires, le PNUD aide les pays à rendre les pauvres moins vulnérables aux stress

¹⁰ See <http://www.undp.org>

sanitaires et environnementaux ; facilite l'intégration des questions environnementales dans les cadres nationaux de planification de l'environnement et de la réduction de la pauvreté ; et aide à élargir l'accès aux meilleures technologies de remplacement existant sur le marché à un coût abordable.

Les activités menées par le PNUD pour renforcer les capacités liées aux substances chimiques sont principalement coordonnées par son Groupe Énergie et environnement, et plus précisément par son Unité pour le Protocole de Montréal/Substances chimiques. Les activités liées à la gestion des produits chimiques sont conduites en étroite coopération avec les bureaux-pays du PNUD.

Le PNUD aide les pays à améliorer leur gestion des substances chimiques et atteindre les OMD en fournissant une assistance qui vise à :

- intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans et politiques de développement national ;
- gérer les substances chimiques particulièrement préoccupantes pour les politiques en faveur des pauvres (POP, SAO, métaux lourds, etc.) ;
- renforcer les capacités nationales de gestion intégrée des déchets, dont les activités de prévention, de réutilisation et de recyclage et l'élimination d'une série de flux de déchets.

2.3.1 Intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national

Pour permettre aux pays d'améliorer leurs régimes de gestion des substances chimiques, le PNUD les aide à intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans leurs plans et stratégies de développement national en :

- fournissant des avis techniques, et
- aidant à mobiliser des financements à l'appui de la protection de l'environnement.

Le Guide du PNUD pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement basée sur les OMD (*Guide for Integrating the Sound Management of Chemicals into MDG-Based Development Planning*¹¹) propose au pays une approche systématique qui les aide à évaluer leurs capacités de gestion rationnelle des produits chimiques, à définir leurs besoins et, au bout du compte, à intégrer les priorités retenues dans leurs politiques et plans de développement national basés sur les OMD. Ce guide repose sur une expérience concrète et pratique, acquise dans plusieurs pays pilotes dans le cadre de l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE.

Les activités appuyées par le PNUD s'organisent autour des éléments suivants :

- Analyse initiale pour déterminer le degré d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national et évaluer le bien-fondé de stratégies en question du point de vue de la protection de l'environnement et de la santé ;
- Évaluation détaillée des questions que la gestion des produits chimiques pose dans le cadre de la planification du développement national ;

¹¹ See http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/chemicals_management/integrating-sound-management-of-chemicals-into-mdg-based-development-planning.html

- Mise en évidence des possibilités de gestion des produits chimiques susceptibles d'avoir des effets positifs concrets sur l'environnement, la santé et l'économie sous l'effet de l'application de méthodes de gestion rationnelle, et détermination du degré d'intégration possible de ses méthodes dans la planification du développement national basée sur les OMD ;
- Analyse des coûts et avantages économiques des mesures possibles de gestion rationnelle des produits chimiques (politiques publiques/réglementations, modes de gestion rationnelle, etc.) ;
- élaboration de politiques publiques et de cadres réglementaires visant à traduire dans les faits les priorités retenues et intégration ultérieure de ces priorités dans les cadres de planification ; et
- Meilleure intégration des priorités de gestion des produits chimiques dans les échanges de vues au niveau national, et les plans, politiques et processus de développement.

Ces activités ne visent pas uniquement à influer sur les plans d'envergure nationale, mais aussi sur les stratégies sectorielles et les mesures appliquées au niveau local. L'objectif général est de mettre en place des mécanismes institutionnels pérennes au sein des ministères et de la communauté de l'ensemble des acteurs concernés pour appliquer une gestion rationnelle des produits chimiques, en faisant porter l'effort sur les administrations publiques chargées des politiques de croissance et de lutte contre la pauvreté, tout en renforçant le rôle des organismes à vocation environnementale et des acteurs non gouvernementaux. Il s'agit également de renforcer les engagements au niveau du budget national, en partenariat avec les bailleurs de fonds, dans le sillage de l'intégration des priorités de gestion des substances chimiques dans les documents nationaux de politique publique et de planification.

2.3.2 Gestion des produits chimiques particulièrement préoccupants (polluants organiques persistants, substances nocives pour l'ozone, métaux lourds)

Le lien est établi entre pauvreté et risque accru d'exposition aux substances chimiques toxiques et dangereuses. L'exposition des populations pauvres aux substances chimiques toxiques est souvent étroitement liée à la géographie. En milieu urbain, les ménages à faible revenu et les minorités vivent généralement dans des quartiers jugés peu attrayants, tels que ceux qui jouxtent les sites industriels. Ces zones constituent des sources majeures d'exposition de l'environnement à des substances chimiques toxiques provenant d'usines, de dépotoirs, d'incinérateurs et/ou de décharges de déchets dangereux (soumises ou non à réglementation).

En zone rurale, où vivent les trois quarts des pauvres de la planète, l'exposition aux produits chimiques est pour l'essentiel liée à la pollution charriée par les rivières et à l'utilisation des pesticides dans l'agriculture. Les mauvaises conditions d'utilisation, de gestion et d'entreposage des pesticides et des engrains chimiques peuvent avoir pour effet de contaminer l'air, la nourriture, le sol et l'eau potable (p. ex. par le ruissellement de pesticides et de nitrates), accroissant ainsi l'exposition des populations et les risques sanitaires connexes.

Certaines catégories de substances chimiques sont particulièrement préoccupantes, tant pour les populations pauvres et vulnérables que pour l'environnement dont elles tirent leurs moyens de subsistance.

L'action du PNUD donne la priorité à la gestion rationnelle des substances de ce type, à savoir :

Polluants organiques persistants

Les financements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) permettent au PNUD d'accompagner la mise en œuvre de projets sur les POP dans plus de 50 pays à travers le monde pour donner suite à des priorités nationales, aux priorités de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et aux objectifs stratégiques du FEM.

Le PNUD contribue à la réduction et à l'élimination de tous les types de contaminants contenant des POP qui sont visés par la Convention de Stockholm, et mène à cette fin toute une série d'activités dans de multiples secteurs, à savoir :

- Actualisation des plans nationaux de mise en œuvre ;
- Gestion rationnelle et élimination des pesticides contenant des POP, notamment par la promotion et l'adoption de solutions de remplacement ne faisant pas appel à ces produits ;
- Gestion rationnelle des stocks de PCB, notamment par l'établissement d'inventaires, l'élimination sans risque de ces produits, le renforcement des cadres juridiques et des capacités d'application effective ;
- Réduction des rejets non intentionnels de POP et d'agents ignifuges au brome, qui résulte de mauvaises méthodes/pratiques de gestion des déchets, et opérations de recyclage (déchets électroniques, déchets médicaux et municipaux, etc.) ;
- Application graduelle des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales aux sources actuelles et futures de POP ; et
- Réduction au minimum des niveaux d'exposition des populations vivant à proximité de zones contaminées ;
- Intégration de la question des POP dans les processus de planification du développement national, et analyse des stratégies de développement des pays pour veiller à ce qu'elles n'entraînent pas un accroissement de la charge en POP.

Chaque fois que cela est possible et souhaitable, les activités menées par le PNUD dans le domaine des POP sont exécutées dans le cadre du dispositif de gestion rationnelle des produits chimiques du pays considéré pour assurer la coordination nationale des activités liées aux substances chimiques et promouvoir ainsi l'application des conventions et accords régionaux ou mondiaux relatifs à ces produits.

Substances nocives pour l'ozone

Le PNUD prête un concours financier et technique aux pays en développement ou en transition pour protéger la couche d'ozone et préserver le climat de la planète.

Grâce aux financements du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et des bailleurs d'aide bilatérale, le PNUD aide les pays à honorer leurs engagements dans le cadre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone, à réduire progressivement les HCFC et à appliquer des solutions de remplacement respectueuses de l'ozone et du climat. À cette fin, il intervient dans les domaines suivants :

- Développement des capacités institutionnelles ;
- Politiques publiques et cadres réglementaires ;

- Validation et démonstration de l'applicabilité de technologies de remplacement (à faible teneur en carbone, sans potentiel de destruction de l'ozone) ; et
- Création de mécanismes de financement nationaux pour mobiliser, combiner et organiser dans le temps différentes sources de financement de la protection de l'environnement pour appliquer le Protocole de Montréal et avoir des effets positifs annexes sur le climat.

Depuis 1992, le PNUD a exécuté 2 200 projets dans 124 pays. Son portefeuille de projets liés à l'ozone dépasse 643 millions de dollars au total et a permis à ce jour d'éviter le rejet de plus de 68 000 tonnes de SAO dans l'atmosphère.

Métaux lourds

Pour protéger la santé publique et l'environnement mondial des impacts des métaux lourds tels que le mercure et le plomb, le PNUD tire parti des financements du Fonds multilatéral, du FEM et des bailleurs d'aide bilatérale pour prêter son concours aux pays en :

- prônant et soutenant l'élimination progressive des produits contenant du mercure, utilisés dans le secteur de la santé (thermomètres, tensiomètres, etc.), en Argentine, en Inde, en Lettonie, au Liban, aux Philippines, au Sénégal et au Viet Nam, notamment ;
- évaluant, par pays, les flux et la prise en charge des déchets électroniques et électriques qui contiennent des éléments particulièrement préoccupants comme le mercure et le plomb, et mettant ensuite en place des plans de gestion écologiquement rationnelle de ces déchets ;
- appliquant des plans de gestion des déchets liés à la vétusté des équipements (dont les flux de déchets contenant du mercure), lorsque ce matériel est remplacé par des appareils plus respectueux de l'environnement et à meilleur rendement énergétique (cas des programmes de remplacement de réfrigérateurs, par exemple) ;
- appliquant les meilleures pratiques environnementales et les meilleures techniques disponibles au traitement des déchets électroniques pour éviter les rejets nocifs de métaux lourds et d'autres substances dangereuses ; et
- intervenant dans le domaine des politiques publiques et des cadres réglementaires.

2.3.3 Gestion des déchets chimiques

Réduction des émissions non intentionnelles de POP dues à l'incinération sauvage des déchets

Grâce à des financements du FEM et à l'aide reçue dans le cadre de la Convention de Stockholm, le PNUD accompagne des actions dans le domaine de la gestion de déchets non dangereux, qui visent *in fine* à réduire les rejets non intentionnels de polluants organiques persistants (POP). Ces émissions résultent de l'incinération sauvage et aveugle d'ordures ménagères et mettent gravement en péril la santé et l'environnement.

Dans les pays qui produisent quotidiennement un volume important d'ordures ménagères et n'ont pas de dispositif de traitement rationnel, l'incinération sauvage des déchets municipaux entreposés dans les dépotoirs et décharges est une pratique courante à des fins de récupération de résidus très utiles (métaux, par exemple) et de compactage.

Pour s'attaquer aux problèmes que pose la gestion des déchets et réduire les rejets non intentionnels de POP, le PNUD conseille les pays en développement et leurs villes en

accompagnant leur planification et leurs politiques, et fournit une assistance technique visant la réduction des rejets involontaires de POP dus aux incinérations sauvages. La récupération, le recyclage et la commercialisation des flux de déchets très utiles font partie intégrante des actions menées au niveau national pour mettre en place des stratégies de gestion intégrée des déchets.

Programmes relatifs aux flux de déchets dangereux

Outre son soutien global à la gestion des déchets, essentiellement par le biais des financements du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD met en œuvre des programmes de gestion d'un certain nombre de flux de déchets dangereux particulièrement préoccupants du fait des conséquences qu'ils peuvent avoir sur la santé et l'environnement. Ces flux de déchets sont souvent en rapport avec le passif écologique, les stocks de déchets dangereux ou les sites très contaminés, mais concernent aussi les appareils ménagers vétustes et d'autres flux de déchets spéciaux. Les programmes du PNUD portent plus particulièrement sur les domaines suivants :

Gestion des déchets contenant des PCB

Bien qu'ils ne soient plus produits, les PCB restent des polluants qui suscitent une vive inquiétude sur la scène mondiale. En effet, un volume important de ces produits continue à être utilisé du fait de la longue durée de vie de certains équipements électriques tels que les transformateurs, et en raison des dérogations autorisant leur utilisation en circuit fermé jusqu'à ce que le matériel en question soit mis hors d'usage.

Pour faire en sorte que les PCB soient gérés dans des conditions qui réduiront au minimum les risques d'exposition humaine et les rejets dans l'environnement, le PNUD contribue à de vastes projets de gestion de ces substances dans les 10 pays suivants : Argentine, Brésil, Ghana, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Maroc, Mexique, République slovaque et Uruguay.

Pesticides périmés

Le PNUD aide les pays à mettre en œuvre des projets d'élimination des pesticides périmés en renforçant leur capacité à gérer et éliminer sans risque ces produits. Il aide actuellement quelques pays, dont la Chine, la Géorgie, le Honduras, Maurice, le Nicaragua et le Viet Nam, à conduire des projets de gestion des déchets contenant des pesticides. Plusieurs de ces projets, qui portent sur de multiples polluants, comprennent une composante importante « pesticides périmés ».

Gestion des déchets médicaux

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres bailleurs de fonds et acteurs de premier plan, le PNUD aide plusieurs pays (dont l'Argentine, l'Inde, la Lettonie, le Liban, les Philippines, le Sénégal et le Viet Nam) à mettre au point et appliquer durablement des pratiques optimales de gestion des déchets médicaux, sous des formes qui sont à la fois adaptées au contexte local et transposables à l'échelle mondiale. L'objectif final de ce partenariat est de protéger la santé publique au niveau local et de préserver l'environnement à l'échelle mondiale de l'impact des rejets de dioxines et de mercure.

2.4 PNUE¹²

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est un programme de l'Assemblée générale des Nations Unies, organisation au sein de laquelle il a pour mandat de coordonner et intégrer les actions liées aux problèmes environnementaux, et de regrouper des activités distinctes menées par des organismes intergouvernementaux, non gouvernementaux, nationaux et régionaux. Le Conseil d'administration est le principal organe directeur et législatif du PNUE. Il se réunit généralement tous les deux ans.

Les activités menées par le PNUE sur les produits chimiques et les déchets sont exécutées dans le cadre de son sous-programme sur les substances nocives et les déchets dangereux. Dans le cadre de ce sous-programme, il aide les pays et les régions à gérer le cycle de vie des substances chimiques et des déchets qui font peser une menace sur l'environnement et la santé. Depuis plus de 30 ans, le PNUE contribue à des activités consacrées à des substances chimiques bien déterminées et aux éléments fondamentaux de leur cycle de vie. Son action s'organise autour d'interventions qui visent à réduire les risques liés au mercure, aux métaux lourds, aux pesticides, aux polluants organiques persistants (POP) et à d'autres substances chimiques qui posent des problèmes d'importance mondiale.

Les activités menées visent à obtenir les trois résultats suivants :

1. Capacité accrue des États et des autres acteurs à évaluer, gérer et réduire les risques que les substances chimiques et les déchets dangereux font peser sur la santé et l'environnement ;
2. Cohérence de la politique internationale et avis techniques donnés aux États et aux autres acteurs pour gérer les substances chimiques et les déchets dangereux de façon plus rationnelle au plan écologique, en s'appuyant notamment sur des technologies plus efficaces et sur des méthodes faisant autorité ; et
3. Élaboration et application des politiques et systèmes de contrôle voulus en ce qui concerne les substances nocives posant des problèmes d'importance mondiale, dans le droit fil des obligations internationales des États et des mandats des entités compétentes.

2.4.1 Capacité accrue des États et des autres acteurs à évaluer, gérer et réduire les risques que les substances chimiques et les déchets dangereux font peser sur la santé et l'environnement

Le but est d'aider les pays à accroître leur capacité de gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux tout au long de leur cycle de vie, ce qui couvre la collecte de données, l'évaluation et la gestion des substances chimiques, l'application de systèmes de gestion des déchets dangereux basés sur des données scientifiques et le renforcement des textes législatifs et réglementaires relatifs à ces substances et déchets. En collaboration avec le PNUD et d'autres entités des Nations Unies par le biais des mécanismes institutionnels applicables, le PNUE promeut l'intégration de la sécurité des produits chimiques dans les programmes de développement et encourage la participation active de tous les secteurs compétents pour mettre en place des politiques homogènes et efficaces, obligatoires, librement décidées ou fondées sur le jeu du marché, à l'échelle nationale et, le cas échéant, sous-régionale. Il encourage et facilite aussi l'accès à l'information et aux connaissances sur

¹² Voir <http://www.unep.org>

les substances chimiques et les déchets dangereux, notamment du point de vue de leur impact sur la santé et l'environnement.

Les activités menées à cette fin sont les suivantes :

- Internalisation de la gestion rationnelle des produits chimiques de façon à mobiliser l'attention et les financements durables nécessaires à la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets dangereux dans le cadre des politiques et plans de développement ;
- Accès à l'information et échange de données pour renforcer les capacités d'accès et d'échange au niveau national, régional et international ;
- Production et utilisation sans risque de substances chimiques en mettant au point, expérimentant et transférant les outils, méthodes et dispositifs techniques nécessaires à la production et à l'utilisation écologiquement sûres et rationnelles de substances chimiques ;
- Création de partenariats avec des petites et moyennes entreprises (PME) à l'appui de la gestion rationnelle des substances chimiques pour renforcer la capacité de ces entités à gérer les substances nocives qu'elles utilisent et les déchets dangereux qu'elles produisent ; et
- Gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques par l'offre d'outils techniques de gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux.

2.4.2 Cohérence de la politique internationale et avis techniques donnés aux États et aux autres acteurs pour gérer les substances chimiques et les déchets dangereux de façon plus rationnelle au plan écologique, en s'appuyant notamment sur des technologies plus efficaces et sur des méthodes faisant autorité

Il s'agit ici de promouvoir la réalisation du programme international sur les substances chimiques en appliquant la composante environnementale de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques. Ce sous-programme contribuera à l'élaboration d'avis et d'orientations de politique générale et à caractère scientifique, destinés aux pouvoirs publics et à d'autres acteurs, sur l'évaluation et la gestion des risques ; sensibilisera aux méfaits potentiels des substances chimiques et notamment des déchets dangereux ; et répondra aux problématiques naissantes. Il contribuera également à la mise au point de méthodes et outils de suivi et d'évaluation des progrès de la gestion rationnelle des substances chimiques et des déchets dangereux.

Les activités menées à cette fin sont les suivantes :

- Soutien du Secrétariat à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques ;
- Réalisation d'évaluations à caractère mondial (p. ex. *Perspectives mondiales en matière de produits chimiques*) de la production, du commerce, de l'utilisation, des impacts, de la gestion et du contrôle des substances nocives et des déchets dangereux pour informer la communauté internationale ;
- Évaluation et gestion des risques pour réduire les menaces que font peser les substances chimiques et les déchets dangereux en appliquant des démarches, méthodes et orientations homogènes en matière d'évaluation des risques et de gestion des cycles de vie ;
- Techniques de destruction via des informations cohérentes sur leur application aux substances nocives et aux déchets dangereux, et dispositifs d'application ; et

- Compte rendu d'activité en fournissant aux pouvoirs publics et à la communauté internationale les moyens de suivre, évaluer et rapporter les progrès dans la gestion rationnelle des substances nocives et des déchets dangereux.

2.4.3 Élaboration et application des politiques et systèmes de contrôle voulus en ce qui concerne les substances nocives posant des problèmes d'importance mondiale, dans le droit fil des obligations internationales des États et des mandats des entités compétentes

Le but est de contribuer à l'élaboration de régimes de gestion des substances chimiques faisant l'objet d'accords internationaux, particulièrement pour le mercure, mais aussi pour les autres métaux à la demande des pays, et d'accompagner l'évolution des accords multilatéraux sur l'environnement qui existent déjà au plan international. Le sous-programme aidera les pays, les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement et les autres acteurs à conduire des activités consacrées aux substances très dangereuses. Il s'agira notamment d'aider les pays à mettre en œuvre et à contrôler l'application des accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres programmes internationaux liés aux substances chimiques et aux déchets dangereux (Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, par exemple), qui sont relatifs à des substances chimiques d'importance mondiale telles que le mercure, les polluants organiques persistants et les substances nocives pour l'ozone, et à s'attaquer aux problématiques naissantes en rapport avec ces substances et déchets. Dans le droit fil de la décision SS.X/1 du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, le resserrement de la coopération et de la coordination entre la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants pourrait contribuer à la mise en œuvre des principes défendus par ces textes sur la gestion des substances nocives et des déchets dangereux, en s'appuyant sur l'accord conclu à Bali lors des réunions extraordinaires simultanées des Conférences des parties à ces Conventions.

Les activités menées à cette fin sont les suivantes :

- Réduction des risques que les rejets de mercure imputables aux activités humaines font peser sur l'environnement et la santé ;
- Prise en compte des risques liés au plomb et au cadmium en réduisant les utilisations par l'homme de ces métaux dans différents produits et dans l'industrie, lorsque ces utilisations donnent lieu à des problèmes particuliers d'exposition ;
- Renforcement des accords multilatéraux sur l'environnement relatifs aux substances chimiques et aux déchets grâce à une assistance technique permettant une application et un suivi plus soutenus de ces instruments ;
- Lutte contre le commerce illégal afin de réduire les échanges illicites de substances nocives et de déchets dangereux, initialement dans les régions Asie-Pacifique et Asie de l'Ouest ; et
- Appui des accords sur les mers régionales pour empêcher toute nouvelle dégradation du milieu marin due aux rejets de substances nocives et de déchets dangereux issus d'activités terrestres.

2.5 ONUDI¹³

L'ONUDI est une institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir le développement industriel durable des pays en développement ou en transition. La Conférence générale, composée de tous les États membres, se réunit tous les deux ans. Elle approuve le programme de travail et le budget de l'organisation et se penche sur l'application du programme, du budget et des décisions qu'elle a prises.

La gestion rationnelle des produits chimiques fait partie intégrante de la stratégie de l'ONUDI pour une industrie verte, qui vise à découpler l'utilisation des ressources de la production de déchets dans le développement industriel, et à promouvoir la croissance des secteurs productifs et de l'entreprenariat dans les pays en développement ou en transition. L'un des éléments au cœur de l'industrie verte est l'écologisation de toutes les activités industrielles par une des ressources et une production propre (RECP), en mettant l'accent à long terme sur l'amélioration continue de la performance environnementale et de la productivité des ressources de toute entreprise, indépendamment de son secteur, de sa taille ou de son emplacement.

En optimisant l'utilisation productive des ressources naturelles (matières, énergie et eau) par les entreprises et les autres organisations, il s'agit de prévenir et/ou minimiser les émissions et la production de déchets. Le programme RECP se traduit aussi par une meilleure utilisation des substances chimiques et réduit les risques que les entreprises et les autres organisations, dont il soutient le développement, font peser sur les populations et les communautés. La recherche et le développement de nouveaux services et concepts commerciaux, comme le leasing de produits chimiques, à des fins de gestion rationnelle des produits chimiques et de réduction maximale des déchets font partie intégrante du programme RECP.

À l'ONUDI, la promotion de la gestion rationnelle des produits chimiques est principalement assurée par les branches « gestion de l'environnement » (EMB) et « Protocole de Montréal » (MPB).

2.5.1 Branche « gestion de l'environnement »¹⁴

Cette branche se compose de trois unités :

- Production propre et durable
- Convention de Stockholm
- Gestion de l'eau

Programme d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre (RECP)¹⁵

Dans le cadre de la stratégie pour une industrie verte et à la lumière des enseignements tirés du programme mondial pour une production propre, l'Unité « production propre et durable » a élaboré conjointement avec le PNUE le programme ONUDI-PNUE d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre pour répondre à la nécessité de promouvoir l'adoption et l'adaptation de méthodes, technologies et dispositifs RECP dans les entreprises et autres

¹³ Voir <http://www.unido.org>

¹⁴ Voir <http://www.unido.org/doc/18260>

¹⁵ Voir <http://www.unido.org/doc/4460>

organisations des pays en développement ou en transition. Il s'agit ici notamment d'applications pratiques de la RECP, par exemple dans le domaine de la production responsable et sans risque, un mode de production qui vise à mettre au point, encourager et appliquer des pratiques et technologies responsables dans les secteurs industriels à haute intensité chimique, ce qui fait notamment intervenir la synthèse, la formulation et l'application de produits chimiques industriels.

En coopération étroite avec les Centres de production propre, l'ONUDI aide les entreprises des secteurs prioritaires des industries nationales à appliquer des modes de gestion rationnelle des produits chimiques. Plus précisément, elle renforce la capacité nationale à réaliser des projets de RECP et de gestion durable des substances chimiques, et fournit une assistance technique à ses clients qui entreprennent des activités pratiques de gestion durable des produits chimiques. L'assistance offerte porte notamment sur la gestion rationnelle des déchets, en réduisant au minimum leur production et en utilisant rationnellement les ressources, et sur la promotion de technologies écologiquement rationnelles. Ces activités sont menées en tenant compte de tous les programmes, conventions et accords internationaux relatifs aux substances chimiques.

En outre, l'ONUDI aide les pays à élaborer des politiques industrielles durables qui favorisent une production propre, et soutiennent et encouragent le transfert de technologies écologiquement rationnelles. Elle appuie la gestion rationnelle des produits chimiques à la source pour éviter les rejets de substances dangereuses pour l'environnement, réduire la quantité de déchets et encourager un traitement et une élimination propres tout en s'employant à augmenter la productivité et faciliter l'accès au marché. Elle fournit des services d'assistance technique et de renforcement des capacités aux administrations publiques, aux institutions et aux entreprises.

Avec le concours de l'ONUDI et du PNUE, un réseau mondial d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre (RECPnet) a été officiellement créé en novembre 2010 par les 41 premiers signataires de la Charte de ce dispositif. Ce réseau mondial est une initiative à but non lucratif qui vise à rassembler et exploiter les capacités existantes des prestataires de services du programme national de production propre et du programme RECP, l'objectif étant de contribuer à la promotion et à l'exécution efficaces du programme RECP, de développer la collaboration Nord-Sud et Sud-Sud et de favoriser le transfert de méthodes, politiques et technologies.

Groupe (ChL)¹⁶

En mars 2005, l'Unité « production propre et durable » a démarré un projet pour promouvoir le modèle de leasing chimique dans les pays en développement ou en transition. Il s'agit d'un

¹⁶ **Leasing de produits chimiques : Définition de l'ONUDI** – Le leasing de produits chimiques est un modèle commercial de prestation de services qui privilégie une approche axée sur la valeur ajoutée plutôt que sur l'accroissement du volume des ventes de substances. Le producteur vend essentiellement les fonctions qu'assurent la substance chimique, et les unités fonctionnelles constituent la principale base de paiement. Les fonctions que peuvent assurer une substance chimique sont par exemple le nombre de pièces nettoyées ou la surface totale enduite. Dans le cadre des modèles commerciaux de leasing chimique, le producteur et le prestataire de services jouent un rôle élargi, qui peut comporter la gestion de l'ensemble du cycle de vie du produit. Le leasing chimique a pour but de créer une situation avantageuse pour tous. Il vise à développer l'utilisation efficace des substances chimiques tout en réduisant les risques liés à ces produits et en protégeant la santé. Il améliore la performance économique et environnementale des sociétés participantes, et leur donne accès à de nouveaux marchés.

modèle commercial axé sur la prestation de services qui vise à répondre à l'évolution des politiques internationales dans le secteur des produits chimiques, encourage la gestion rationnelle de ces substances et favorise l'innovation dans ce domaine. Il privilégie une approche axée sur la valeur ajoutée et le service plutôt que l'accroissement du volume des ventes de substances chimiques. Dans le cadre d'un accord ChL, les utilisateurs ne paient que pour les services que fournit le produit chimique (le volume d'eau traitée, le nombre de pièces peintes, la longueur de conduites nettoyées, par exemple) et non pour le volume des substances consommées. Cela a des effets positifs sur l'environnement, se traduit par une utilisation plus efficace des ressources et crée des avantages économiques tant pour les fournisseurs que pour les utilisateurs de ces produits.

En 2007, l'ONUDI a pour la première fois donnée une définition détaillée du leasing de produits chimiques, en étroite collaboration avec le Groupe de travail international sur le leasing chimique, qui se compose de représentants des pouvoirs publics, des industries, du secteur des consultants, de l'UE, du PNUE et de l'ONUDI.

Les projets que l'ONUDI conduit au Brésil, en Colombie, en Croatie, en Égypte, au Mexique, en Russie, en Serbie, au Sri Lanka, en Ouganda et en Ukraine sont exécutés en coopération étroite avec les Centres de production propre compétents. Ils montrent l'applicabilité de ce concept et son impact sur les différentes industries. La sensibilisation de l'opinion, le renforcement des capacités au niveau national et la conduite de projets témoins sont au cœur de ces interventions. Les centres jouent un rôle crucial dans le processus d'identification des sociétés locales et des autres acteurs concernés, et facilitent l'exécution des projets dans les pays considérés.

Déchets électroniques

En Ouganda et en Tanzanie, l'Unité « production propre et durable » de l'ONUDI exécute des projets de gestion des déchets électroniques qui couvrent toutes les étapes de ce processus : préparation d'un inventaire détaillé permettant de dresser un état des lieux complet du pays concerné ; conception d'un système d'obligation de reprise pour faire en sorte qu'un pourcentage important de déchets électriques et électroniques rejoigne le flux organisé de déchets ; création d'un centre de démantèlement manuel, où un premier recyclage aura lieu, dans le respect des normes environnementales sanitaires. Ce centre sera rattaché à des partenaires en aval au niveau national et international pour garantir le traitement voulu des fractions récupérées. Dans toute la mesure du possible, ces fractions seront traitées dans des centres nationaux. Toutefois, les pièces dangereuses seront très probablement exportées vers l'Europe ou l'Asie pour un traitement final dans une fonderie internationale.

L'ONUDI est le chef de file du secteur « déchets électroniques » du Partenariat mondial sur la gestion des déchets.

Gestion rationnelle du mercure dans l'orpaillage (ASGM)¹⁷

L'ONUDI intervient dans ce domaine depuis 1994, conduisant ou ayant conduit des projets dans une vingtaine de pays. On reconnaît aujourd'hui largement que ce secteur est le principal utilisateur de mercure et le premier responsable des rejets de ce métal lourd dans

¹⁷ Voir <http://www.unido.org/en/doc/9668>

l'environnement. Mis en œuvre entre 2002 et 2007, un projet financé par le FEM a aidé à porter cette question sur le devant de la scène environnementale et permis à l'ONUDI de préparer plusieurs directives telles que les *Protocoles pour l'évaluation de l'impact sur la santé et l'environnement du mercure rejeté par les petites mines artisanales d'extraction de l'or* et les Lignes directrices *techniques de l'ONUDI sur la gestion du mercure dans l'orpailage et l'extraction artisanale de l'or*. L'ONUDI cherche à éduquer les orpailleurs et leurs familles sur les risques de l'utilisation du mercure, à transférer des technologies plus propres et plus efficaces qui éliminent les émissions de mercure (amalgamation en circuit fermé) et, à terme, à faire adopter des techniques sans mercure. Cette action s'accompagne d'un renforcement des capacités des administrations compétentes. Depuis 2008, l'ONUDI est coresponsable du secteur « orpaillage et extraction artisanale de l'or » du Partenariat mondial du PNUE sur le mercure. L'ONUDI et ses partenaires s'emploient activement à aider les pays à s'attaquer à la gestion rationnelle du mercure dans l'orpailage (ASGM) et à faire en sorte que cette question soit dûment prise en compte dans le futur accord international juridiquement contraignant sur le mercure.

POP

Les services de l'ONUDI renforcent les capacités nationales de gestion des POP et offrent une assistance aux pays en développement et en transition pour élaborer les plans nationaux de mise en œuvre prévus par la Convention de Stockholm. L'ONUDI a également développé plusieurs projets en aval de ces plans dans des domaines tels que l'adoption de stratégies d'application des meilleures pratiques environnementales et des meilleures techniques disponibles dans le secteur industriel, la gestion rationnelle des PCB et des déchets en contenant, la suppression des obstacles au transfert de technologies hors combustion, la gestion des sites contaminés par les POP, le traitement et la gestion des déchets médicaux, et le renforcement des institutions, des règlements et des capacités d'application pour l'exécution des plans nationaux de mise en œuvre .

L'ONUDI cherche à encourager l'utilisation de technologies hors combustion pour la destruction des stocks de POP et de déchets en contenant dans le cadre de deux projets pilotes en Slovaquie et aux Philippines. Un autre projet mondial s'adresse directement aux ONG dans 40 pays pour les aider à optimiser leur participation au processus d'élaboration des plans nationaux de mise en œuvre et, à terme, faire ratifier la Convention de Stockholm dans ces pays. Les deux projets sont financés par le FEM.

2.5.2 Branche « Protocole de Montréal »¹⁸

L'ONUDI est une agence d'exécution du Fonds Multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal. Par le biais de ce module de prestation de services, elle aide les pays en développement ou en transition à éliminer progressivement les SAO, et à élaborer des politiques, stratégies et programmes ; elle propose également un soutien institutionnel et une assistance technique au niveau des entreprises.

2.6 UNITAR¹⁹

L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est un organe onusien autonome qui a pour mission de renforcer l'efficacité de l'Organisation en appuyant

¹⁸ Voir <http://www.unido.org/doc/5072>

¹⁹ Voir [ht mise en œuvre entretp://www.unitar.org/cwm](http://www.unitar.org/cwm)

la formation et la recherche. Pour atteindre ce but, il propose des formations qui aident les pays à relever les défis du 21^e siècle, effectue des recherches en vue de concevoir des approches novatrices de formation et de renforcement des capacités, et établit des partenariats avec les autres organismes des Nations Unies, les gouvernements et les ONG pour élaborer et exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités qui répondent aux besoins des pays. L'UNITAR est administré par un Conseil d'administration qui donne les principales orientations, approuve le programme de travail et adopte le budget.

Opérant depuis Genève, le Programme de gestion des produits chimiques et des déchets de l'UNITAR met l'accent sur la coopération entre les acteurs nationaux et les organisations internationales partenaires pour favoriser une approche intégrée du renforcement des capacités en matière de gestion des produits chimiques. Les activités de l'UNITAR sont exclusivement financées de l'extérieur.

2.6.1 Programmes facilitant la gestion intégrée des substances chimiques et la mise en œuvre de la SAICM

Évaluation des infrastructures et des capacités : L'UNITAR donne des orientations, organise des formations et fournit une assistance technique pour aider les pays à évaluer leurs cadres juridiques, institutionnels, administratifs et techniques de gestion rationnelle des produits chimiques, analysant les capacités existantes, les lacunes et les besoins, et établissant les priorités initiales (p. ex. profils nationaux, degré d'application du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques – SGH).

Programmes nationaux intégrés de gestion des substances chimiques et des déchets : L'UNITAR aide les pays en développement à établir et renforcer un cadre de collaboration au niveau national pouvant servir de base à une action coordonnée traduisant dans les faits les priorités nationales de gestion des produits chimiques et des déchets, et prenant en compte la mise en œuvre des accords et mécanismes internationaux dans ce domaine, à commencer par la SAICM.

Activités de renforcement des capacités à l'appui de l'application de la SAICM : En 2006, l'UNITAR a lancé un programme d'application de la SAICM, qui a démarré par une phase pilote de 2006 à 2009, suivi d'une seconde phase de 2010 à 2012. Pendant la phase pilote, des projets se sont déroulés pendant trois ans au Bélarus, en Mongolie, au Pakistan, au Panama et en Tanzanie. La seconde phase visait à renforcer la capacité de gestion rationnelle des produits chimiques par une aide nationale et régionale à l'appui de la mise en œuvre de la SAICM, plus précisément par l'application de nanotechnologies et la prise en compte des problèmes liés à l'utilisation du mercure. Le Gouvernement suisse fournit l'essentiel de l'aide en faveur de ce programme.

L'UNITAR contribue aussi aux projets du Fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide de la SAICM. L'UNITAR fait office d'organisme international d'exécution de 31 projets financés par ce Fonds (phases 1-12). Les projets couvrent toute une gamme de thèmes, et notamment les sujets suivants : profils nationaux, évaluation des capacités nationales pour la SAICM, établissement des priorités nationales pour la SAICM, renforcement de la gouvernance nationale, bases de données pour la gestion nationale des substances chimiques, politique nationale d'application de la SAICM, plan d'application de la SAICM, système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH), et inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP).

2.6.2 Programmes spécialisés de formation et de renforcement des capacités

Application du SGH : Ce programme UNITAR/OIT d'application du SGH propose des documents d'orientation, du matériel de formation, des formations d'experts et des supports d'éducation, de sensibilisation et de référence sur le SGH. L'UNITAR/OIT a été désignée comme point focal pour le renforcement des capacités dans le sous-comité d'experts SGH du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). L'UNITAR, avec l'OIT et l'OCDE, a également lancé un partenariat mondial pour le renforcement des capacités d'application du SGH lors du Sommet mondial sur le développement durable.

Elaboration et utilisation d'Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP) : L'UNITAR aide les pays à élaborer et utiliser des IEMTP en s'appuyant sur des mécanismes qui font intervenir de multiples acteurs et exécute ce travail en coopération avec l'OCDE et le PNUE.

Mise en œuvre des conventions sur les produits chimiques et les déchets: L'UNITAR aide les pays à appliquer les Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm. Il les aide notamment à élaborer, actualiser et appliquer les plans nationaux de mise en œuvre de la Convention de Stockholm, à éliminer les PCB et à notifier les émissions de POP, et à élaborer les plans nationaux d'action en coopération avec le Secrétariat de la Convention de Rotterdam. Un document d'information sur les liens entre le SGH et les conventions sur les produits chimiques et les déchets est aussi en cours de préparation.

Nanotechnologies/nanomatériaux manufacturés : Dans le cadre de l'IOMC, l'UNITAR travaille avec ses partenaires, comme l'OCDE, pour sensibiliser les pays aux nanotechnologies/ nanomatériaux manufacturés , notamment en montrant les conséquences pour les pays en développement ou en transition des échanges internationaux de produits basés sur ces technologies ou d'articles qui contiennent ces matériaux. Les activités organisées comprennent notamment une série d'ateliers régionaux de sensibilisation pour tous les pays en développement ou en transition membres des Nations Unies. L'UNITAR appuie également des projets pilotes pour aider les pays à développer leurs capacités programmatiques afin de s'attaquer aux questions que posent les nanotechnologies au niveau national.

Mercure : L'UNITAR finance des projets dans les pays en développement ou en transition pour dresser des inventaires des émissions de mercure en utilisant le jeu d'outils PNUE d'identification et de quantification des émissions de mercure. En outre, l'institut guide les pays dans la préparation de plans nationaux de réduction des risques liés au mercure.

L'UNITAR propose également des services de soutien pour renforcer les capacités, notamment par l'accès à des « bibliothèques virtuelles » sur certains sujets (profils nationaux, SGH, IEMTP) et l'organisation d'ateliers thématiques pour faciliter le partage d'expériences et identifier les mesures que les pays peuvent prendre pour répondre à certains aspects de la gestion nationale des produits chimiques.

2.7 OMS²⁰

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est une institution spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible : santé physique, santé mentale et bien-être social. L'Assemblée mondiale de la santé, l'organe décisionnel suprême de l'OMS, se réunit chaque année au mois de mai. Outre son siège à Genève, l'OMS dispose de six bureaux régionaux, chacun d'eux ayant un programme propre visant à traiter des problèmes spécifiques aux pays qu'il couvre. Les bureaux régionaux sont administrés par les Comités régionaux composés de représentants des pays de la région. L'OMS compte également des bureaux nationaux dans la plupart des 194 États membres de l'Assemblée mondiale de la santé²¹.

Les activités de renforcement des capacités de l'OMS sur la sécurité des produits chimiques sont principalement menées dans le cadre du Programme international sur la sécurité chimique (PISC) et par l'intermédiaire les bureaux régionaux et nationaux. Les Programmes OMS/PISC comportant une importante composante « renforcement des capacités » sont les suivants :

2.7.1 Sécurité des produits chimiques au siège de l'OMS

*Centres antipoison et mesures d'urgence*²² : Le Programme PICS sur la prévention, le diagnostic et le traitement des intoxications vise à renforcer la capacité des pays à éviter l'exposition aux produits chimiques.

*Projet PISC INTOX*²³ : Grâce à un réseau global de centres d'information sur les poisons, l'information et les premiers soins sont disponibles 24h/24. De plus, le PISC organise des cours de formation dans le monde entier. Des cours de formation sont également proposés en collaboration avec les bureaux régionaux de l'OMS et les organisations intéressées.

Incidents chimiques : Les pays sont formés à la gestion sanitaire des incidents chimiques dans les conditions prévues par le Règlement sanitaire international (2005), notamment pour les aspects liés à la prévention, à l'état de préparation, à la détection, aux alertes, aux interventions et au rétablissement de la situation.

*Évaluation des risques*²⁴ : L'OMS met au point des méthodes d'évaluation des risques chimiques, réalise des évaluations des risques posés par les produits chimiques et conduit des actions de formation pour renforcer les capacités d'évaluation des risques sanitaires dans les pays.

Pesticides et santé publique : Le dispositif OMS d'évaluation des pesticides (WHOPES) a été créé en 1960. Il promeut et coordonne l'expérimentation et l'évaluation de pesticides du point de vue de la santé publique. Il s'appuie sur la participation de représentants des gouvernements, de fabricants de pesticides et de matériel d'application, des Centres collaborateurs de l'OMS et d'instituts de recherche.

²⁰ Voir <http://www.who.int>

²¹ Voir <http://www.who.int/countries/en>

²² Voir http://www.who.int/ipcs/capacity_building/poisons/en

²³ Voir <http://www.who.int/ipcs/poisons/intox/en>

²⁴ Voir http://www.who.int/health_topics/risk_assessment/en

2.8 Banque mondiale²⁵

La mission de la Banque mondiale est de faire reculer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Elle finance des projets de développement et de réduction de la pauvreté par des services de prêt, de conseil, d'assistance technique et de transfert de connaissances à des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'infrastructure, l'énergie, la gestion des déchets, etc. Le renforcement de la capacité à gérer les produits chimiques s'inscrit dans le cadre de projets et programmes plus vastes dans les secteurs concernés, et il fait intervenir des conseils et des analyses, ainsi que des projets sur les produits chimiques financés par des fonds fiduciaires, des partenariats mondiaux et des mécanismes de financement international dans le domaine de l'environnement.

La stratégie environnementale (2012-2022) du Groupe de la Banque mondiale fixe des objectifs ambitieux pour promouvoir des modes « écologiques, propres et résilients » de lutte contre la pauvreté et la promotion du développement dans un environnement de plus en plus fragile. Reconnaissant que les pays ne peuvent pas « se développer en polluant quitte à dépolluer plus tard », le Groupe de la Banque mondiale encourage le développement à faible émission de carbone et le financement innovant d'énergies renouvelables, l'agriculture intelligente face au climat et les villes peu polluantes. Il combat aussi la pollution en finançant des projets d'assainissement des cours d'eau et de lutte contre des sources plus anciennes de pollution grâce à des financements générés par le marché du carbone pour développer l'utilisation de foyers plus propres dans les maisons et réduire ainsi la pollution intérieure pour les femmes et les enfants. Enfin, il monte des partenariats avec le secteur privé pour promouvoir l'adoption de normes et stratégies de production plus propres.

Un élément clé de la stratégie environnementale de la Banque mondiale est de contribuer au renforcement des capacités et au transfert de bonnes pratiques au plan technique et à celui des politiques publiques. Pour ce faire, elle conduit systématiquement des évaluations visant à fixer les priorités, en réalisant des états des lieux nationaux et des évaluations stratégiques environnementales qui favorisent la prise en compte des questions liées à l'environnement dès les premiers stades du processus décisionnel, et encouragent leur intégration dans les dialogues sur les politiques, les stratégies de réduction de la pauvreté et les stratégies d'aide aux pays.

L'accent que la Banque mondiale met sur l'exécution des projets par les pays eux-mêmes et sur l'utilisation de leurs dispositifs nationaux permet également de renforcer considérablement les capacités lors du déroulement des projets dans les différents secteurs. Ainsi, pour certains types de projets, le bénéficiaire du prêt devra appliquer un plan de protection de l'environnement et de lutte contre les ennemis des cultures. Dans le cadre de ces projets, les pays développent des compétences et renforcent des institutions qui se spécialisent dans la gestion des risques.

En outre, à la lumière des priorités et de la demande des pays clients, la Banque conduit des projets d'investissement qui s'attaquent directement à des questions relatives à la SAICM telles que la remise en état d'anciens sites contaminés par toute une série de polluants, dont les PCB et le mercure.

²⁵ Voir <http://www.worldbank.org>

Agence d'exécution du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal et du Fonds pour l'environnement mondial, la Banque s'emploie activement à renforcer la capacité des pays clients à gérer les produits chimiques de façon rationnelle et à appuyer des projets d'investissement visant à réduire les impacts sur la santé et l'environnement des substances dangereuses.

Des projets de lutte contre les POP cofinancés par le FEM et administrés par la Banque aident les pays à s'attaquer à tous les aspects de la gestion de ces polluants, notamment par la gestion et l'élimination des PCB, la gestion et l'élimination des pesticides périmes, la fermeture et la remise en état des sites de production, et la réduction des rejets de POP involontairement produits par l'activité industrielle ou la mauvaise gestion des déchets.

Dans le cadre du Fonds multilatéral, la Banque travaille étroitement avec ses partenaires nationaux pour développer des approches spécifiques aidant les pays à remplir leurs obligations pour éliminer progressivement les substances appauvrissant la couche d'ozone. Tirant parti de ses atouts propres, la Banque encourage des approches sectorielles et nationales qui donnent un maximum de flexibilité aux pays pour jouer un rôle moteur dans l'exécution générale des projets, diriger les financements sur leurs domaines prioritaires et mettre au point des politiques complémentaires.

2.9 OCDE²⁶

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a été établie en 1961 et son siège se trouve à Paris. Elle regroupe les gouvernements de 34 pays attachés aux principes de la démocratie et de l'économie de marché. Son organe directeur est le Conseil des ambassadeurs. Le Programme de l'OCDE sur l'environnement, la santé et la sécurité²⁷ inclut le programme sur les produits chimiques qui traite des aspects suivants : pesticides, biocides, accidents chimiques, harmonisation de la surveillance réglementaire en biotechnologie, émissions et inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes, et risques posés par des produits nouvellement commercialisés. Dans le programme de travail de l'OCDE, les principaux éléments de renforcement des capacités sont les suivants :

Système d'acceptation mutuelle des données (AMD): L'OCDE travaille avec les États non membres pour qu'ils adhèrent à ce système contraignant qu'elle a mis en place pour l'évaluation des produits chimiques. Une fois qu'ils y ont adhéré, les États sont membres à part entière du système, avec les mêmes droits et obligations que les pays de l'OCDE.

Bonnes pratiques de laboratoire (BPL): Les principes de l'OCDE relatifs aux BPL permettent de garantir la fiabilité des données générées et établissent des règles de gestion pour l'organisation des moyens d'expérimentation ainsi que la planification, l'exécution, le suivi et l'établissement de rapports concernant les études de sécurité. Ces éléments sont essentiels au système AMD. L'OCDE propose des cours de formation pour les inspecteurs des États membres et non membres.

Programme sur les accidents chimiques: Ce programme a démarré en 1988 et couvre la prévention, la préparation et la capacité d'intervention en matière d'accidents impliquant des

²⁶ Voir <http://www.oecd.org/home>

²⁷ Voir <http://www.oecd.org/ehs>

produits chimiques dangereux. Les principes directeurs et les indicateurs de performance en matière de sécurité sont largement utilisés au sein et en dehors de l'OCDE. Le document suivant a été récemment lancé dans le cadre de ce programme : *Corporate Governance for Process Safety: Guidance for Senior Leaders in High Hazard Industries*.

Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes : L'OCDE travaille sur les IETMP depuis 1993, dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Elle conduit un projet de promotion des IETMP par la préparation d'un guide sur cette question. De nombreux outils de préparation et d'application des IETMP sont proposés sur son site.

3. LA SAICM : CONTEXTE GENERAL

3.1 Grandes étapes de la naissance de la SAICM

Le processus d'élaboration de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) a été officiellement lancé en 2003 par une série de sessions d'un Comité préparatoire (“PrepComs”). Les étapes importantes sont les suivantes :

- Conseil d'administration du PNUE, février 2002
- Sommet mondial pour le développement durable, septembre 2002
- Assemblée mondiale de la santé, mai 2003
- Conférence internationale du travail, juin 2003
- Sommet mondial, septembre 2005
- SAICM PrepComs 1, 2 et 3
- Première session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM), février 2006
- Deuxième session de l'ICCM, mai 2009
- Première réunion du Groupe de travail à composition non limitée (OEWG), novembre 2011
- Troisième session de l'ICCM, septembre 2012

Le processus a été multisectoriel, faisant intervenir des acteurs d'horizons différents, tels que des représentants des gouvernements, des ONG et des organisations intergouvernementales des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'industrie et du travail. Le PNUE, l'IOMC et le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique copilotait ce processus.

Le temps fort de la naissance de l'Approche stratégique a été son adoption par l'ICCM, à Dubaï, en février 2006. L'Approche stratégique se compose de trois documents fondamentaux (voir ci-après), complétés de quatre résolutions de l'ICCM sur les thèmes suivants : dispositions relatives à la mise en œuvre , Programme de démarrage rapide, hommage au Gouvernement des Émirats Arabes Unis et Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique. Les deuxième et troisième sessions de l'ICCM se sont déroulées en mai 2009 et septembre 2012, respectivement, pour faire le point de l'application de l'Approche stratégique.

3.2 Principaux résultats

L'Approche stratégique vise à atteindre, en 2020, l'objectif adopté en 2002, à Johannesburg, par le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD). Elle s'organise autour de trois documents clés²⁸ :

Déclarations de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques

La Déclaration de Dubaï, adoptée par les Ministres, chefs de délégation et représentants de la société civile et du secteur privé, fournit un aperçu des engagements politiques à l'appui de la SAICM. Elle fait référence au “...profond engagement en faveur de l'Approche stratégique et de sa mise en œuvre ”. Elle renforce notamment l'importance du lien entre la gestion rationnelle des produits chimiques, le développement durable et l'éradication de la pauvreté,

²⁸ http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=73&Itemid=475

sa contribution aux OMD (objectifs du Millénaire pour le développement), la mise en œuvre des accords internationaux, le rôle des acteurs non gouvernementaux et l'importance des partenariats.

Stratégie politique globale

La Stratégie politique globale fournit des informations sur la portée de la SAICM, identifie les besoins pour sa mise en œuvre , décrit les objectifs et les principes, présente les dispositions financières et expose les modalités de mise en œuvre . Ses objectifs se répartissent en cinq catégories :

- Réduction des risques
- Connaissances et informations
- Gouvernance
- Renforcement des capacités et coopération technique
- Commerce international illicite

Plan d'action mondial

Le Plan d'action mondial est un document plus détaillé qui identifie les domaines d'action, les activités, les acteurs, le calendrier, les objectifs et les indicateurs relatifs à la mise en œuvre de l'Approche stratégique. Il comporte 36 domaines d'activité possibles et 273 activités associées, structurées sur la base des cinq catégories d'objectifs de la Stratégie politique globale. Son utilisation est recommandée en tant qu'outil de travail et document d'orientation pour les parties prenantes à la mise en œuvre de l'Approche stratégique. Il est suggéré d'inclure l'élaboration de plans d'application dans la mise en œuvre nationale de l'Approche stratégique (y compris au cours de la phase de préparation initiale). Les activités du Plan d'action mondial figurent en Annexe 4.

Le soutien aux activités initiales de renforcement des capacités pour appliquer les objectifs de l'Approche stratégique est assuré, *entre autres*, par un Programme de démarrage rapide²⁹. Le Programme est doté d'un fonds d'affectation spéciale, limité dans le temps et à contributions volontaires, administré par le PNUE, et peut faire appel à différentes formes de coopération : bilatérale, multilatérale ou autres. L'objectif du programme est de “soutenir le renforcement initial des capacités et l'exécution des activités nécessaires à l'Approche stratégique dans les pays en développement, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays à économie en transition” (ICCM Résolution I/4).

3.3 Renforcement des capacités nationales de mise en œuvre de l'Approche stratégique et de gestion rationnelle des produits chimiques

Le renforcement des capacités désigne le processus par lequel des individus, des groupes, des organisations, des institutions et des pays développent leur aptitude à accomplir certaines fonctions, à résoudre des problèmes et à atteindre des objectifs, de manière individuelle ou collective. Le renforcement des capacités n'est donc pas nécessairement lié à des activités d'aide extérieure. Dans le domaine des produits chimiques, il renvoie à l'ensemble des activités menées par les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour atteindre les

²⁹ Stratégie politique globale de l'Approche stratégique, paragraphe 19. Voir aussi http://www.saicm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=104&Itemid=498.

finalités prévues et remplir certaines fonctions qui permettront de réaliser, en 2020, l'objectif de gestion rationnelle de ces produits.

La planification et la mise en œuvre d'un projet ou d'une activité de renforcement des capacités amènent à s'interroger sur les résultats attendus : *Dans quel but faut-il renforcer les capacités ? Quelles fonctions doivent être assurées (et par qui) pour atteindre un objectif spécifique ?* Les objectifs nécessitant un renforcement des capacités peuvent être d'ordre général, comme parvenir à une gestion rationnelle des produits chimiques d'ici à 2020, objectif fixé par le Sommet mondial pour le développement durable. Ils peuvent aussi être plus spécifiques et concrets, comme le respect des obligations nationales découlant d'une convention ou d'un protocole (Convention de l'OIT sur les produits chimiques, Convention de Stockholm, Convention de Vienne et son Protocole de Montréal), ou viser l'application d'un dispositif spécifique comme le SGH, ou encore l'application d'un système d'enregistrement des pesticides.

Enfin, dernier point, mais non le moindre, le renforcement des capacités intervient aux niveaux national, régional et local, ainsi que dans le secteur privé et dans la société civile – et les progrès doivent être mesurés à ces différents niveaux. Les activités de soutien extérieur, comme celles des organisations qui participent à l'IOMC, ne visent, par définition, qu'à aider et soutenir.

3.4 Éléments d'un système national de gestion des produits chimiques

Lors de l'élaboration et de l'adoption du Chapitre 19 de l'Agenda 21 (Domaine E), les éléments suivants ont été identifiés comme essentiels dans la mise en œuvre d'un système de gestion national des produits chimiques :

- a) une législation adéquate
- b) la collecte et la diffusion d'informations
- c) la capacité à évaluer et interpréter les risques
- d) la définition d'une politique de gestion des risques
- e) la capacité d'application effective du dispositif
- f) la capacité de remise en état des sites contaminés et de traitement des personnes intoxiquées
- g) la conduite de programmes d'éducation efficace
- h) la capacité de réagir en cas d'urgence

L'Approche stratégique a notamment le mérite de fournir des informations plus détaillées sur plusieurs de ces éléments. L'un des principaux problèmes qui se posent aux pays et aux organisations internationales associés au renforcement des capacités consiste à établir un lien et exploiter les synergies entre le renforcement des composantes d'une infrastructure nationale de gestion rationnelle des produits chimiques – dans les conditions prévues pour les éléments cités plus haut – et les activités de renforcement des capacités aux fins de l'application d'une convention donnée et de ses protocoles.

3.5 Différentes phases de la mise en œuvre de l'Approche stratégique au niveau national

La Stratégie politique globale prévoit de débuter par une phase permettant de mettre en place les compétences nécessaires à l'élaboration d'un plan national de mise en œuvre de

l'Approche stratégique, avec la participation des acteurs concernés. Ce plan doit prendre en compte les éléments existants, notamment

- la législation
- les profils nationaux
- les plans d'action
- les initiatives et les lacunes des acteurs concernés
- les priorités
- les besoins et le contexte existant

Les phases ultérieures porteront sur la mise en œuvre de plans d'action spécifiques, en s'appuyant notamment sur des partenariats. Pour appliquer une approche intégrée de la gestion des produits chimiques, les gouvernements doivent adopter des mécanismes interministériels ou interinstitutionnels garantissant la représentation de toutes les administrations concernées ainsi que les intérêts des différents acteurs. Pour faciliter la communication et la diffusion de l'information, un point focal doit être désigné dans chaque pays.

Pour les pays décidés à mettre en œuvre l'Approche stratégique, il s'agira notamment d'évaluer la situation actuelle, de définir des priorités propres à leurs besoins et spécificités, et de mener des actions coordonnées et intégrées avec la participation de tous les acteurs et parties prenantes. Heureusement, plusieurs des pays et organisations engagés dans la gestion des produits chimiques ne partent pas de rien et, par exemple, ont déjà défini un profil national de gestion des produits chimiques (qui permet d'évaluer l'infrastructure et les capacités actuelles de gestion de ces produits) ou élaboré le plan national de mise en œuvre prévue par la Convention de Stockholm (qui énonce les mesures à prendre pour honorer les obligations découlant de la Convention).

4. DOCUMENTS UTILES A L'ETABLISSEMENT D'UN CADRE DE GOUVERNANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE STRATEGIQUE AU NIVEAU NATIONAL

Cette section présente un aperçu des supports de référence, d'orientation et de formation disponibles au sein des organisations participant à l'IOMC pour aider les pays dans la phase de préparation de la mise en œuvre de l'Approche stratégique. Cette phase est axée sur la mise en place de la structure de gouvernance pour la mise en œuvre de la SAICM, la participation des acteurs et parties prenantes clés, l'analyse de la situation et des lacunes, et l'établissement des priorités pour élaborer le plan d'action. Les sources d'information ont été regroupées en plusieurs catégories autour des principaux thèmes de l'Approche stratégique :

- Intégration de la gestion des produits chimiques dans les priorités de développement national
- Élaboration d'un cadre institutionnel et programmatique national solide
- Planification, exécution, et suivi-évaluation efficaces des projets
- Participation du secteur privé et de la société civile
- Législation nécessaire et application effective

4.1 Intégration de la gestion des produits chimiques dans les priorités de développement national

Les organisations qui soutiennent les activités de renforcement des capacités de gestion des produits chimiques au niveau national recommandent que ces activités figurent au nombre des priorités générales de développement national, par exemple en les inscrivant dans la stratégie nationale de développement durable ou dans un document national sur la réduction de la pauvreté. Cet aspect a également été mentionné par des pays, des organisations intergouvernementales et d'autres participants au cours des travaux sur l'Approche stratégique. Si les activités liées aux produits chimiques ne figurent pas dans les plans de développement qui sont l'aboutissement d'un consensus national, elles risquent de ne pas attirer le soutien des donateurs.

Mécanismes d'intégration de la gestion des produits chimiques dans les priorités de développement

Les supports utiles pour intégrer la gestion des produits chimiques dans les priorités nationales de développement sont notamment les suivants :

FAO					
Programme stratégique 2006-2011 pour la mise en œuvre de la version révisée du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides http://www.fao.org/ag/agp/agpp/pesticid/Cod_e/Download/Strategyguideline06.pdf	FAO	2006	29 p.	Anglais	

PNUD					
Intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement basée sur les OMD	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2012	67 p.	Anglais	
Initiative de partenariat PNUD-PNUE pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2012	12 p.	Anglais Espagnol Français	
Guide du praticien : Renforcement des capacités pour la viabilité environnementale	PNUD GDP	2011	95 p.	Anglais, Français	
Substances chimiques et parité des sexes	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2011	26 p.	Anglais, Espagnol	
Réussir à l'échelon local : Un manuel sur l'intégration de solutions basées sur les écosystèmes locaux dans la problématique pauvreté-environnement	PNUD Initiative pauvreté et environnement	2011	76 p.	Anglais	
Gestion des produits chimiques pour le développement durable: Mise en place d'une gestion efficace pour les polluants organiques persistants, les substances appauvrissant la couche d'ozone et les autres produits chimiques. http://www.undp.org/chemicals/	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2007	28 p.	Anglais, Français, Espagnol	

PNUE					
Guide d'évaluation des capacités nationales en économie de l'environnement dans les pays en développement et les économies en transition http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mainstreaming/PNUE%20UNDP%20PI_Eco/Research%20Guidelines%20for%20Assessing%20National%20Capacities%20for%20Env.Economics%20in%20DCs%20and%20CEITs.pdf	PNUE/ DTIE Branche Substances chimiques	2010	7 p.	Anglais	
Guide complémentaire de l'analyse économique coût-bénéfice http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mainstreaming/PNUE%20UNDP%20PI_Eco/Supplemental%20Costs%20Benefit%20Analysis.pdf	PNUE/ DTIE Branche Substances chimiques	2009	28 p.	Anglais	

<u>20Economic%20Analysis.pdf</u>				
Grandes lignes d'un cours de formation de cinq jours sur l'analyse économique coût-bénéfice appliquée aux politiques de gestion rationnelle des produits chimiques http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mainstreaming/PNUE%20UNDP%20PI_Eco/Curriculum%20Outline%20for%20Training.pdf	PNUE/ DTIE Branche Substances chimiques	2009	8 p.	Anglais

ONUDI				
Se préparer à éliminer progressivement les HCFC: Aspects fondamentaux des utilisations, solutions de remplacement, conséquences et financements pour les pays visés à l'article 5	ONUDI	2009	229 p.	Anglais

UNITAR				
Mobilisation de ressources pour la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2011	24 p.	Anglais, Français
Document d'information sur l'assistance bilatérale pour la gestion des produits chimiques http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2001	72 p.	Anglais

BANQUE MONDIALE				
Possibilités d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les programmes de développement: Document d'information. http://www.unep.org/delc/Portals/119/Opportunitiesformainstreamingworldbank%20paper.pdf	Banque mondiale	2006	43 p.	Anglais
Intégration des considérations environnementales dans la formulation des politiques: Leçons tirées de l'expérience politique EES http://siteresources.worldbank.org/INTUNITFESSD/Resources/integratingenvironmental.pdf	Banque mondiale	2005	86 p.	Anglais

<p>Évaluation environnementale stratégique dans les réformes des politiques publiques et les réformes sectorielles : Modèle théorique et guide opérationnel</p> <p>http://siteresources.worldbank.org/ENVIRONMENT/Resources/244380-1236266590146/Policy_SEA_WB.pdf</p>	<p>Banque mondiale</p>	<p>2011</p>	<p>226 p.</p>	<p>Anglais</p>
--	------------------------	-------------	---------------	----------------

OCDE				
<p>Écologiser le développement : Renforcer les capacités de gestion et de gouvernance de l'environnement.</p> <p><i>Ce document d'orientation présente un certain nombre de mesures à prendre en compte pour renforcer la capacité à écologiser la planification du développement national, les processus budgétaires nationaux et les stratégies clés dans le secteur économique.</i></p> <p>http://www.oecd.org/officialdocuments/public_displaydocumentpdf/?cote=COM/ENV/EPOC/DCD/DAC(2011)1/FINAL&docLanguage=En</p>	<p>OCDE</p>	<p>2012</p>	<p>100 p.</p>	<p>Anglais, Français, Espagnol</p>
<p>L'évaluation environnementale stratégique dans le développement : Examen des acquis récents.</p> <p><i>Ce rapport présente l'expérience acquise sur le terrain lors de la conduite d'évaluations environnementales stratégiques (SEA) dans des pays en développement. Il présente les principales conclusions de ce travail dans neuf pays : Viet Nam, Bhoutan, Namibie, Maurice, Bénin, Ghana, Sierra Leone, Honduras et Monténégro. À la lumière de ces études de cas, six recommandations sont formulées pour améliorer la conduite des SEA dans les pays en développement.</i></p> <p>http://www.oecd.org/document/47/0,3746,en_2649_201185_49917935_1_1_1_1,00.html</p>	<p>OCDE</p>	<p>2012</p>	<p>123 p.</p>	<p>Anglais</p>

4.2 Élaboration d'un cadre institutionnel et programmatique national solide

Plusieurs pays ont pris des mesures pour intégrer leurs activités et projets de renforcement des capacités de gestion des produits chimiques dans un cadre programmatique national. Une approche programmatique a pour caractéristique essentielle de constituer un engagement national à long terme vis-à-vis de la gestion des produits chimiques, au cours de laquelle les secteurs publics pertinents instaurent un mécanisme national de coordination de la sécurité

chimique et y participent, tout en restant libres de s'acquitter de tâches et de projets particuliers de leur ressort et de leur compétence. *L'élaboration d'un Programme national de gestion rationnelle des produits chimiques* permet aux pays de procéder à une évaluation stratégique des progrès accomplis et des difficultés rencontrées au niveau national dans la réalisation des objectifs fixés pour 2020 lors du Sommet mondial pour le développement durable et des cibles définies par la SAICM.

Instauration d'un mécanisme de coordination interministériel

PNUD					
Intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement basée sur les OMD	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2012	67 p.	Anglais	
CP #07: Processus de participation de multiples parties prenantes http://www.capacity.undp.org/indexAction.cfm?module=Library&action=GetFile&DocumentAttachmentID=1945	PNUD BDP/ CDG	2006	29 p.	Anglais	

PNUE					
Version test. Projet. Note d'orientation pour l'élaboration d'infrastructures juridiques et institutionnelles pour la gestion rationnelle des produits chimiques et mesures de recouvrement des coûts de l'administration nationale http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mainstreaming/LIRA-Country%20Workshop/LIRA%20Guidance/LIRA%20Guidance_Test%20version_01.2012.pdf	PNUE/ DTIE Branche substances chimiques	2012	84 p.	Anglais	

UNITAR					
Guide d'orientation pour l'élaboration d'une politique et d'un programme sur les nanotechnologies au niveau national http://www.unitar.org/cwm/sites/unitar.org.cwm/files/UNITAR_nano_guidance_Pilot_Edition_2011.pdf	UNITAR	2011	80 p.	Anglais	
Guide d'orientation sur l'élaboration de plans de mise en œuvre de la SAICM http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	SAICM Secrétariat/ UNITAR/ IOMC	2009	61 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol	

Développer et soutenir un Programme national intégré de gestion rationnelle des produits chimiques http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2004	72 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Coordination interministérielle pour la gestion rationnelle des produits chimiques – Rapport final de l'atelier thématique http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2002	39 p.	Anglais
Coordination interministérielle pour la gestion rationnelle des produits chimiques. Note d'orientation – Édition 2001 http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2001	18 p.	Anglais, Français, Russe, Espagnol
Eléments clés d'un Programme national pour la gestion et la sécurité des produits chimiques http://www2.unitar.org/cwm/publications/cw/inp/key_elements.pdf	UNITAR/ IOMC	1998	115 p.	Anglais

Établissement de priorités nationales

PNUD				
Mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide	PNUD GDP	2011	32 p.	Anglais

UNITAR				
Préparation d'un profil national pour évaluer les capacités nationales de gestion des produits chimiques et les besoins existants (2 ^e édition 2012) http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR/ IOMC	2012	99 p.	Anglais, Français, Espagnol
Développer une évaluation des capacités pour la gestion rationnelle des produits chimiques et la mise en œuvre nationale de la SAICM : Document d'orientation http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR/ IOMC	2007	47 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Espagnol, Russe
Organisation d'un Atelier d'établissement des priorités nationales http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2005	31 p.	Anglais, Français, Espagnol

Mécanismes d'échange d'informations

PNUE				
Formation sur le réseau d'échange d'informations sur les produits chimiques via Internet : Manuel des participants	PNUE	2002	76 p.	Anglais
ONUDI				
Plateforme de l'industrie verte pour de hauts responsables de l'État, du secteur privé et de la société civile	ONUDI	2012	Portail web	Anglais
Réseau mondial d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre (RECPnet) www.recnet.org	ONUDI-PNUE	2011	Site web	Anglais
UNITAR				
Préparation d'un profil national pour évaluer les capacités nationales de gestion des produits chimiques et les besoins existants (2 ^e édition 2012) http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR/IOMC	2012	99 p.	Anglais, Français, Espagnol
Échange de renseignements pour la gestion rationnelle des produits chimiques. Note d'orientation – Édition 2001 http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2001	12 p.	Anglais, Français, Espagnol
Renforcement des systèmes nationaux d'information et d'échange d'informations pour la gestion rationnelle des produits chimiques: Observations et conclusions d'une réunion internationale d'experts. Session thématique (No.1) http://www2.unitar.org/cwm/publications/tw.aspx	UNITAR	1998	42 p.	Anglais
OCDE				
Perspectives environnementales de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction ; chapitre 6 – Santé et environnement http://www.oecd.org/document/46/0,3746,en_2649_37465_49742254_1_1_1_37465,00.htm_l	OCDE	2012	57 p. (Ch.6)	Anglais, Français

Réduire les coûts dans la gestion des produits chimiques ; Comment l'OCDE aide les gouvernements et l'industrie http://www.oecd.org/dataoecd/55/4/47813784.pdf	OCDE	2010	46 p.	Anglais, Français
Document guide sur la définition des principaux termes utilisés pour la notification des nouveaux produits chimiques http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2007)13&doclanguage=en	OCDE	2007	6 p.	Anglais
Phase pilote du processus parallèle de l'OCDE pour la notification de nouveaux produits chimiques. <i>Notification de multiples administrations par les entreprises et autorisation des gouvernements participants à partager l'information lors de la conduite de leurs examens</i>	OCDE	2006	8 p.	Anglais
Perspectives environnementales de l'OCDE pour l'industrie des produits chimiques http://www.oecd.org/dataoecd/7/45/2375538.pdf	OCDE	2001	164 p.	Anglais

4.3 Planification, exécution et suivi-évaluation efficace des projets

Les progrès dans le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques et la réalisation de l'objectif fixé pour 2020 par le Sommet mondial pour le développement durable passent par la mise en œuvre de projets spécifiques. Pour l'IOMC, les projets de renforcement des capacités, pour avoir des effets durables, doivent revêtir un certain nombre de caractéristiques telles que:

- La consultation/participation de plusieurs secteurs et acteurs concernés dans la conception et la mise en œuvre du projet ;
- La planification, le suivi et l'évaluation rationnels du projet ;
- L'évaluation de la pérennité des capacités et de l'infrastructure ;
- La prise en compte de l'expérience acquise et des enseignements tirés des précédents projets et activités ;
- L'établissement de liens solides entre les objectifs du projet et des activités et les priorités programmatiques générales.

Planification des projets

PNUD					
Intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement basée sur les OMD	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2011	67 p.	Anglais	
Guide du praticien : Renforcement des capacités pour la viabilité environnementale	PNUD GDP	2011	95 p.	Anglais, Français	

PNUE/ONUDI					
Modes d'organisation, de gestion et de gouvernance : Manuel pour les prestataires de services de promotion d'une utilisation rationnelle des ressources et d'une production propre	ONUDI, PNUE	2010	37 p.	Anglais	
Manuel des opérations dans le cadre des accords environnementaux multilatéraux : Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone et Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	ONUDI	2009	181 p.	Anglais	
Outils de production propre – Un pas qui fait la différence	ONUDI	2007	CD et en ligne	Anglais, Espagnol	

UNITAR					
Guide d'orientation sur l'élaboration de plans d'action pour la gestion rationnelle des produits chimiques – Édition de 2009 http://www2.unitar.org/cwm/publications/inputs.aspx	UNITAR	2009	65 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Élaboration de Tableaux Gantt et PERT, Projet de manuel de formation http://www2.unitar.org/cwm/publications/pop.aspx	UNITAR	2004	19 p.	Anglais	

Synergies pour le renforcement des capacités dans le cadre d'accords internationaux sur la gestion des produits chimiques et des déchets http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2004	18 p.	Anglais, Français
Renforcement des aptitudes et des capacités nationales pour la gestion rationnelle des produits chimiques: Observations et conclusions d'une réunion internationale d'experts - Montezillon, Suisse, Août 1996 http://www2.unitar.org/cwm/publications/irm.aspx	UNITAR	1996	57 p.	Anglais

BANQUE MONDIALE				
Guide pratique de la planification stratégique de la gestion des déchets municipaux http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbcr/SID-0A000F14-369496FA/bst_engl/SolidWasteGuidebook.pdf	Banque mondiale	2003	103 p.	Anglais

Suivi-évaluation

FAO				
Lignes directrices sur le suivi et observation du Code de Conduite http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/Code/Guidelines/Monitoring.htm	FAO	2006	32 p.	Anglais

PNUD				
Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation des résultats du développement	PNUD	2009	220 p.	Anglais

PNUE				
Outil standardisé pour l'identification et la quantification des rejets de dioxines et des furannes : air, eau, terre, produits, résidus. 2 ^e édition http://www.chem.unep.ch/Pops/pcdd_activites/toolkit/default.htm	PNUE	2005	253 p.	Arabe, Anglais, Russe, Espagnol
Outil spécialisé (Toolkit) pour l'identification et la quantification des rejets de dioxines et des furannes : air, eau, terre, produits, résidus. 1 ^{ère} édition	PNUE	2003	234 p.	Arabe, Anglais, Français, Russe

ONUDI				
Critères de viabilité – Leasing de produits chimiques http://www.chemicalleasing.com/sub/down.htm	ONUDI	2012	4 p.	Anglais
Indicateur de la productivité des ressources des entreprises et de l'intensité de la pollution : Manuel pour les petites et moyennes entreprises, ONUDI et PNUE, 2010	ONUDI, PNUE	2010	56 p.	Anglais

4.4 Législation nécessaire et application effective

La législation et le cadre réglementaire sont des éléments importants de la gestion nationale des produits chimiques. Une législation globale peut établir un cadre juridique générique pour le contrôle des produits chimiques et rendre juridiquement contraignants les principes de base de la gestion rationnelle des produits chimiques. Le cadre législatif devrait être intégré dans tous les secteurs et couvrir le cycle de vie complet des produits chimiques, y compris l'importation, la production, la transformation, le stockage, le transport, l'utilisation, l'élimination et le recyclage. L'existence d'un cadre juridique complet et bien coordonné peut aider à éviter l'éparpillement, la répétition ou la contradiction entre réglementations.

Législation, réglementations et politiques générales

FAO				
Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides http://www.fao.org/ag/AGPP/AGPP/Pesticide/Code/PM_Code.htm	FAO	2005	36 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Espagnol

PNUE				
Version test. Projet. Note d'orientation pour l'élaboration d'infrastructures juridiques et institutionnelles pour la gestion rationnelle des produits chimiques et mesures de recouvrement des coûts de l'administration nationale http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mainstreaming/LIRA-Country%20Workshop/LIRA%20Guidance/LIRA%20Guidance_Test%20version_01.2012.pdf	PNUE/ DTIE Branche Substances chimiques	2012	84 p.	Anglais

Politique de réduction des émissions totales pendant le XI ^e plan quinquennal (2006-2010) de la Chine : Évaluation de la performance environnementale basée sur des indicateurs <i>Préparé par : Yang Weishan, Dr. Zhao Xuetao et Mr. Cao Dong, Centre d'application et d'analyse des données environnementales (CEDAA), Académie chinoise de planification environnementale (CAEP)</i>	PNUE CAEP	2012	54 p.	Chinois, Anglais
Dispositif flexible de prévention des accidents chimiques et de préparation à ces situations. Note d'orientation : http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/pdf/UN_Flexible_Framework_WEB_FINAL.pdf	PNUE/ DTIE Branche Production et consommation durables	2010	188 p.	Anglais
Guide sur l'élaboration de lois nationales pour la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam	PNUE/FAO	2005	60 p.	Anglais, Français, Espagnol
Protéger la santé humaine et l'environnement: Guide basé sur la Convention de Rotterdam sur le commerce des produits chimiques et des pesticides dangereux	PNUE	2004	20 p.	Anglais
Guide à l'intention des Autorités Nationales Désignées sur le fonctionnement de la Convention de Rotterdam	PNUE/FAO	2004	31 p.	Anglais, Français, Espagnol
Document d'orientation des décisions sur les produits chimiques soumis à la procédure PIC	PNUE/FAO	2002-2006		Anglais

ONUDI				
Industrie verte de l'ONUDI : Politiques à l'appui d'une industrie verte	ONUDI	2011	88 p.	Anglais
POP en Afrique: atelier de partage des compétences (juillet 2002, Tanzanie). Ratification et mise en œuvre de la Convention de Stockholm	IPEN/ ONUDI	2003	5 p.	Anglais

UNITAR				
Réalisation d'une évaluation des capacités nationales et d'un plan d'action national pour la mise en œuvre de la Convention de Rotterdam : Note d'orientation http://www2.unitar.org/cwm/publications/rotterdam_convention.aspx	UNITAR/ PNUE/FAO	2009	55 p.	Anglais, Français

Élaboration et renforcement des lois et politiques nationales pour assurer la gestion rationnelle des produits chimiques. Rapport final http://www2.unitar.org/cwm/publications/tw.aspx	UNITAR	1999	62 p.	Anglais, Français
--	--------	------	-------	----------------------

OMS				
Manifestations liées à des problèmes internationaux de santé publique, dont les substances chimiques – Règlement sanitaire international (2005) http://www.who.int/ihr/en/	OMS	En cours depuis 2007		Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Santé des enfants et environnement: élaboration de plans d'action. Lucianne Licari, Leda Nemer et Giorgio Tamburlini http://www.euro.who.int/document/E86888.pdf	OMS Bureau régional pour l'Europe	2005	94 p.	Anglais
Plan d'action sur l'environnement et la santé des enfants en Europe: quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, Budapest, Hongrie, 23-25 juin 2004 http://www.euro.who.int/document/e83335.pdf	OMS Bureau régional pour l'Europe	2004	13 p.	Anglais
Santé publique et accidents chimiques : Guide pour les décideurs nationaux et régionaux dans le secteur public de la santé et de l'environnement http://www.who.int/ipcs/publications/en/Public_Health_Management.pdf	OMS	1999	118 p.	Anglais

BANQUE MONDIALE				
Étude sur le financement par le marché du carbone de la destruction de substances indésirables qui appauvrisse la couche d'ozone http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/ENVIRONMENT/EXTTEMP/0,,contentMDK:22587937~menuPK:1247163~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:408230~isCURL:Y,00.html	Banque mondiale	2010	129 p.	Anglais

La poursuite globale de la gestion rationnelle des produits chimiques http://siteresources.worldbank.org/INTPOPS/Publications/20486416/GlobalPursuitOfSoundManagementOfChemicals2004Pages1To67.pdf (partie I) http://siteresources.worldbank.org/INTPOPS/Publications/20486423/GlobalPursuitOfSoundManagementOfChemicals2004Pages68To83.pdf (partie II)	Banque mondiale	2004	83 p.	Anglais
Produits toxiques et pauvreté: L'impact des substances toxiques sur les pauvres dans les pays en développement http://siteresources.worldbank.org/INTPOPS/Publications/20486400/TOXICStext917w.pdf	Banque mondiale	2002	57 p.	Anglais

OCDE				
Compte-rendu de l'atelier de l'OCDE sur les initiatives non réglementées pour la gestion des risques chimiques http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(97)97&docLanguage=En	OCDE	1997	200 p.	Anglais

Législation et politiques sur les pesticides

FAO				
Lignes directrices en matière de législation sur les pesticides: Guide de révision des législations nationales (<i>en préparation</i>)	FAO			
Lignes directrices pour les politiques de gestion des nuisibles et pesticides : Lignes directrices pour l'élaboration de politiques de gestion des nuisibles et pesticides (<i>en préparation</i>)	FAO			
Lignes directrices en matière de législation pour le contrôle des pesticides (<i>mise à jour prévue</i>) http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/Code/Guidelines/Legislation2.htm	FAO	1989	16 p.	Anglais

UNITAR/PNUD				
Arbres de décision à l'appui de la mise en œuvre de la Convention de Stockholm http://www2.unitar.org/cwm/publications/pop.aspx	UNITAR/ PNUD	2009	15 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol

Préparation et mise à jour d'un profil national dans le cadre d'un plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm. Document accompagnant le document d'orientation http://www2.unitar.org/cwm/publications/pop_s.aspx	UNITAR/ PNUE	2003	38 p.	English, French, Espagnol
--	-----------------	------	-------	---------------------------------

OMS				
Gestion des pesticides utilisés en santé publique http://www.who.int/whopes/recommendations/en/ http://www.who.int/whopes/en/	OMS/ Dispositif d'évaluation des pesticides (PES)	En cours	Site web	Anglais, Français, Espagnol
Classification des pesticides par dangerosité et guide de la classification recommandée par l'OMS http://www.who.int/ipcs/publications/pesticides_hazard/en/	OMS	2009	78 p.	Anglais
Cadre stratégique global pour l'intégration du vecteur de gestion http://www.searo.who.int/LinkFiles/Publications_and_Documents_OMS_CDS.pdf	OMS	2004	15 p.	Anglais

OCDE				
Méthodes de référence en matière de respect et d'application des règles relatives au pesticides : Note d'orientation (<i>parution imminente</i>)	OCDE	2012	45 p.	Anglais

Politiques de prévention de la pollution et de production propre

FEM/PNUD/ONUDI				
Identification, évaluation et établissement de priorités pour les points chauds en matière de pollution	ONUDI	2002	142 p.	

ONUDI				
Manuel sur l'élaboration de politiques de production plus propre– Approches et instruments. Lignes directrices sur les programmes et centres nationaux de production plus propre; Un pas vers l'avant fait la différence <i>Kit de formation</i> http://www.unido.org/en/doc/5136	ONUDI	2002	141 p. CD et en ligne	Anglais

BANQUE MONDIALE				
Écologiser - Manuel d'outils de politique de gestion de la pollution pour la croissance et la compétitivité http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/ENVIRONMENT/0,,contentMDK:22856237~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:244381,00.html#	Banque mondiale	2012	Différents documents	Anglais
Lignes directrices sur l'environnement, la santé et la sécurité http://www1.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/IFC+Sustainability/Sustainability+Framework/Environmental%2C+Health%2C+and+Safety+Guidelines/	Banque mondiale (IFC)	2007	99 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol

OCDE				
Besoin en programmes de recherche et développement pour aller vers une chimie durable http://www.oecd.org/dataoecd/9/55/2079870.pdf	OCDE	2002	27 p.	Anglais
Responsabilité élargie des producteurs – Un manuel pour les gouvernements http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?sfl=identifiers&st1=972001041P1	OCDE	2001	161 p.	Anglais

4.5 Participation du secteur privé et des organisations de la société civile à but non lucratif à la gestion des produits chimiques

La société civile et le secteur privé ont un rôle important à jouer dans le renforcement des capacités de gestion des produits chimiques. Le secteur privé - en particulier l'industrie – peut

largement contribuer au renforcement des capacités, d'autant plus qu'il est de plus en plus sollicité par les pouvoirs publics pour œuvre r en partenariat en faveur du développement durable. Lorsque l'industrie participe au renforcement des capacités, des systèmes fondés sur le principe du recouvrement des coûts devraient être mis en place afin de garantir une certaine pérennité. La société civile sera associée à certaines activités de renforcement des capacités de gestion des produits chimiques. Les organisations multilatérales telles que le FEM et le Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal reconnaissent que la société civile et le secteur privé pourraient aider les gouvernements à honorer les engagements pris dans le domaine des produits chimiques.

Initiatives volontaires du secteur privé

PNUD/PPPUE/IBLF				
<i>Ressources et outils pour des partenariats public/privé</i> http://www.capacity.undp.org/index.cfm?mod_ule=ActiveWeb&page=WebPage&s=public_private_partn	PNUD/ PPPUE	2004	Site web	Anglais
<i>Entreprise et OMD: Un cadre d'action Ce fascicule du PNUD et de l'International Business Leaders Forum (IBLF) du Prince de Galles suggère un cadre pour trois types d'activités: activités d'entreprise; investissement social et philanthropique ; implication dans le dialogue politique et action de plaidoyer</i> http://www.iblf.org/resources/general.jsp?id=56	PNUD/IBLF	2003	32 p.	Anglais

PNUE				
Production responsable - Cadre de gestion des substances chimiques dangereuses pour les petites et moyennes entreprises http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/initiative_s.htm#rp	PNUE/ DTIE Branche Production et consom- mation durables		Portail web	Anglais
Guide de la production responsable pour les formateurs et les stagiaires	PNUE/ DTIE Branche Production et consom- mation durables	2011	Inter- active CD	Anglais

Manuel de la production durable : cadre de gestion des substances chimiques dangereuses pour les petites et moyennes entreprises. Intégration des méthodes de référence (production plus sûre, APOLL et responsabilité sociale de l'entreprise) http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/pdf/Responsible_Production_Framework.pdf	PNUE/ DTIE Branche Production et consommation durables	2010	87 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Espagnol, Thai, Vietnamien
Note d'orientation et jeu d'outils sur la production responsable http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/pdf/Responsible_Production_Toolkit.pdf	PNUE/ DTIE Branche Production et consommation durables	2010	137 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Espagnol, Thai, Vietnamien
Coffret de formation sur la production responsable http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/pdf/Responsible_Production_Training_Package.pdf	PNUE/ DTIE Branche Production et consommation durables	2010	137 p.	Chinois, Anglais

ONUDI					
Plateforme de l'industrie verte de l'ONUDI	ONUDI	2012	Plate-forme web	Anglais	
Rapport annuel sur le leasing chimique (2011)	ONUDI	2012	41 p.	Anglais	
Jeu d'outils sur le leasing chimique	ONUDI	2011	CD	Anglais	
Leasing chimique : Une expérience mondiale concluante	ONUDI	2011	32 p.	Anglais	
Application de critères de viabilité aux modèles commerciaux de leasing chimique au niveau mondial	ONUDI	2011	46 p.	Anglais	
Site web sur le leasing chimique www.chemicalleasing.com	ONUDI	2009	Site web	Anglais	
Le leasing chimique se globalise Vendre des services au lieu de barils : Un modèle d'entreprise gagnant-gagnant pour l'environnement et l'industrie	ONUDI/ Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de l'eau	2008	245 p.	Anglais	

L'approche par le leasing chimique (ChL), un instrument novateur pour promouvoir la gestion durable des produits chimiques	ONUDI	2006	Vidéo	Anglais
Chaînes d'approvisionnement durable – Étude de cas du Pacte Mondial	ONUDI	2005	30 p.	Anglais
Évaluation des petites et moyennes entreprises du Pacte Mondial	ONUDI	2004	55 p.	Anglais
La responsabilité sociale des entreprises : Implications pour les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, Box 12: Secteur central: Produits chimiques	ONUDI	2002	1 p.	Anglais

UNITAR				
Coffret orientation IETMP http://www2.unitar.org/cwm/publications/prtr.aspx	UNITAR	2012		Anglais

BANQUE MONDIALE				
Direction pour le secteur industriel : pâtes et papiers, productions végétales, gestion des déchets, formulation des pesticides, cimenteries (<i>documents distincts</i>) http://www1.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/IFC+Sustainability/Sustainability+Framework/Environmental%2C+Health%2C+and+Safety+Guidelines/	Banque mondiale (IFC)	2007	Differents documents	Anglais

Capacités de la société civile

PNUD				
Intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement basée sur les OMD	PNUD BDP Unité du Protocole de Montréal/ Substances chimiques	2012	67 p.	Anglais
L'avenir des évaluations participatives de la société civile : analyse de synthèse	PNUD	2011	46 p.	Anglais
Mode d'emploi des évaluations de la société civile	PNUD	2010	68 p.	Anglais
Le PNUD et les organisations de la société civile: une politique d'engagement http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/operations/donors_partners/civil_society/undp_and_civil_societyorganizations_apolicyofengagement.html	PNUD	2001	12 p.	Anglais

UNITAR				
Préparation d'un profil national pour évaluer l'état des capacités nationales de mise en œuvre du principe 10 de la Déclaration de Rio http://www.unitar.org/egp/publications	UNITAR	2008	91 p.	Anglais, Français, Espagnol
Préparation d'un Profil national pour évaluer les capacités nationales pour la mise en œuvre de la Convention d'Aarhus http://www.unitar.org/egp/publications	UNITAR	2004	100 p.	Anglais, Russe
BANQUE MONDIALE				
Améliorer la concertation entre la Banque mondiale et les organisations de la société civile : Problèmes et solutions possibles http://siteresources.worldbank.org/CSO/Resources/Issues_and_Options_PUBLISHED_VERSION.pdf	Banque mondiale	2005	75 p.	Anglais
OCDE				
Compte rendu de l'atelier de l'OCDE sur les initiatives non réglementaires pour la gestion des risques chimiques http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=ocde/gd(97)97	OCDE	1997	200 p.	Anglais

5. DOCUMENTS DE REFERENCE SUR LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES

Cette section renvoie à un grand nombre de documents élaborés par les organisations participant à l'IOMC en soutien à des activités spécifiques de renforcement des capacités dans la gestion des produits chimiques. Au vu de la complexité en matière de gestion des produits chimiques et de la diversité des programmes et documents disponibles, les sources d'information ont été regroupées en cinq sections principales divisées en sous-sections si nécessaire . Les cinq sections principales sont les suivants :

- Gestion et diffusion de l'information;
- Réduction et gestion des risques;
- Éducation et sensibilisation;
- Prévention des accidents et suivi; et
- Capacité analytique et des laboratoires.

Dans le développement de la structure, une attention particulière a été portée aux objectifs de la SAICM et au travail déjà effectué dans le domaine de la gestion des produits chimiques, en particulier le Chapitre 19 de l'Agenda 21. Le tableau donne un aperçu des catégories principales et indique les objectifs de la SAICM auxquels elles se rapportent.

Table 1: Aperçu des catégories principales

Sous-sections	Objectifs de la SAICM				
	Réduction des risques	Connaissance et information	Gouvernance	Renforcement des capacités et coopération technique	Commerce international illicite
Gestion et diffusion de l'information	x	x	x	x	x
Réduction/gestion des risques	x			x	x
Prévention des accidents et suivi	x	x		x	
Éducation et sensibilisation	x	x		x	
Capacité analytique et des laboratoires		x		x	x

5.1 Gestion et diffusion de l'information

L'information est essentielle pour mener à bien un programme de gestion des produits chimiques. Idéalement, l'information doit être complète, validée et mise à jour. Aux fins de la gestion des produits chimiques, l'information est nécessaire pour: identifier les produits chimiques à risque; évaluer les problèmes et déterminer les populations et environnements à risque; mettre en œuvre des programmes ciblés et efficaces de gestion des risques; surveiller et évaluer les risques pour la santé et l'environnement; sensibiliser; et préparer et réagir en cas d'accidents et d'alertes chimiques.

Il convient de considérer les besoins des utilisateurs finaux dans la collecte, la gestion et la diffusion de l'information. Il peut s'agir d'autorités nationales qui souhaitent évaluer les

produits chimiques et prendre les mesures réglementaires adéquates, d'autorités locales évaluant les risques dans leurs communautés, de travailleurs utilisant des produits chimiques, ou d'actions du public visant à réduire l'exposition aux produits chimiques. Le niveau de détail et la technicité de l'information, ainsi que la nature et le format de la documentation, doit être adapté aux besoins de ces différents groupes.

Identification, classification et étiquetage des produits dangereux (SGH)

FAO				
La mise en œuvre du système global harmonisé de classification et étiquetage de produits chimiques – Document de position de la FAO http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/ Code/Guidelines/Registration9.htm	FAO	2007	5 p.	Anglais
Lignes directrices sur les bonnes pratiques d'étiquetage des pesticides (version révisée disponible depuis octobre 2007) http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/ Code/Guidelines/Registration9.htm	FAO	1995	59 p.	Anglais
OIT/OMS				
Fiches internationales de sécurité chimique http://www.ilo.org/public/english/protection/ safework/cis/products/icsc/index.htm	OIT CIS	En cours		Anglais, Néerlandais, Chinois, Estonien, Finnois, Français, Allemand Hindi, Hongrois, Italien, Japonais, Coréen, Russe, Espagnol, Swahili, Thai, Urdu, Vietnamiens

UNITAR/OIT					
Le SGH et le Partenariat mondial, un parcours exemplaire de Rio à Rio: Réalisations, enseignements et perspectives, juin 2012 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2012	32 p.	Anglais	
Élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre du SGH, édition de septembre 2010 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2010	82 p.	Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Comprendre le SGH : Guide d'accompagnement du SGH, édition de juin 2010 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2010	98 p.	Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Atelier-bilan sur le SGH pour l'Asie du Sud-Est, l'Asie de l'Est et l'Asie centrale, Beijing, RP de Chine, 15-17 septembre 2010 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2010	58 p.	Anglais	
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2010 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2010	62 p.	Anglais	
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2009 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2009	60 p.	Anglais	
IOMC: Aider les pays pour la phase transitoire de la mise en œuvre du SGH (outils et ressources de l'IOMC à l'appui de la mise en œuvre du SGH) http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/IOMC	2008	24 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2008 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2008	54 p.	Anglais	

Communication sur les substances chimiques dangereuses et bibliothèque de renforcement des capacités pour le SGH, 2 ^e édition, 2007 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2007	CD	Anglais
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2007 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2007	58 p.	Anglais
Conférence sur le SGH pour les pays de l'ASEAN : Mise en œuvre pour 2008 et au-delà, Jakarta, Indonésie, 9-11 mai 2007 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2007	68 p.	Anglais
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2006 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2006	55 p.	Anglais
Atelier régional sur les risques liés aux substances chimiques et la mise en œuvre du SGH pour la région des pays arabes Alexandrie, Égypte, 30 octobre- 2 novembre http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2006	46 p.	Arabe, Anglais, Français
Atelier régional sur les risques liés aux substances chimiques et la mise en œuvre du SGH pour les pays de la région Europe centrale et orientale et Asie centrale, Bled, Slovénie, 24-25 octobre 2006 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR	2006	38 p.	Anglais
Partenariat Global SMDD pour le renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2005 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2005	52 p.	Anglais
Atelier thématique mondiale sur le renforcement des capacités de mise en œuvre du SGH, Johannesburg, Afrique du Sud, novembre 2005 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR	2005	6 p.	Anglais

Atelier régional pour les pays de l'ASEAN sur les risques liés aux substances chimiques et la mise en œuvre du SGH, Manille, Philippines, 17-20 octobre 2005 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR	2005	58 p.	Anglais
Partenariat Global SMDD pour le renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2004 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2004	38 p.	Anglais
Atelier sous-régional pour l'Amérique du Sud sur les risques liés aux substances chimiques et la mise en œuvre du SGH, São Paulo, Brésil, 29 nov - 2 déc 2004 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2004	40 p.	Anglais, Espagnol
Atelier sous-régional pour la SADC sur les risques liés aux substances chimiques et la mise en œuvre du SGH, Livingstone, Zambie, 1-4 septembre 2003 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT	2003	34 p.	Anglais
Partenariat global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2003 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2003	38 p.	Anglais
Partenariat Global SMDD de renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Système harmonisé de classification et étiquetage des produits chimiques (SGH), Rapport annuel 2002 http://www2.unitar.org/cwm/publications/ghs.aspx	UNITAR/ OIT/OCDE	2002	36 p.	Anglais

OCDE				
Série sur l'expérimentation et l'évaluation (170 documents), dernière mise à jour en 2012 www.oecd.org/ehs/testingandassessment	OCDE	2012	>1000 p.	Anglais
Portail mondial de l'information sur les substances chimiques - eChemPortal http://www.oecd.org/ehs/eChemPortal	OCDE	2012	10 p.	Anglais

Jeu d'outils QSAR OCDE (dernière version 2.3, 2012) http://www.oecd.org/env/hazard/qsar	OCDE	2012		Anglais
Manuel d'évaluation des substances chimiques http://www.oecd.org/env/hazard	OCDE	2012	300 p.	Anglais
Outils électroniques de soumission, d'évaluation et d'échange de données dans le programme concerté d'évaluation des substances chimiques de l'OCDE http://www.oecd.org/env/hazard	OCDE	2012	3 p.	Anglais
Programme concerté d'évaluation des substances chimiques – Évaluations parues pour plus de 1 000 substances chimiques http://www.oecd.org/env/hazard/data	OCDE	2012	>1000 p.	Anglais
Modèles OCDE de présentation des résumés d'études de tests de substances chimiques http://www.oecd.org/ehs/templates	OCDE	2012	>1000 p.	Anglais
Jeu d'outils OCDE pour l'évaluation des risques pour l'environnement : Outils d'évaluation et de gestion des risques pour l'environnement www.oecd.org/env/riskassessment/toolkit	OCDE	2012	10 p.	Anglais
Directives pour les essais de substances chimiques, OCDE, dernière mise à jour 2011 http://www.oecd.org/document/40/0,2340,en_2649_34377_37051368_1_1_1_1,00.html	OCDE	2011		Anglais, Français
Accès public aux classifications nationales/régionales SGH http://www.oecd.org/env/classify	OCDE	2011	1 p.	Anglais
Manuel d'orientation pour les essais sur les nanomatériaux manufacturés : 1 ^{ère} édition http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2009)20/review&doclanguage=en	OCDE	2010	92 p.	Anglais
Note d'orientation préliminaire sur la préparation et la dosimétrie normalisées des essais d'innocuité des nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2010)25&doclanguage=en	OCDE	2010	58 p.	Anglais

Analyse des données de l'identification des corrélations entre les caractéristiques des polymères et les risques sanitaires ou écotoxicologiques http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=ENV/JM/MONO(2009)1&doclanguage=en	OCDE	2009	41 pp	Anglais
Examen préliminaire des directives OCDE sur les essais pour évaluer leur applicabilité aux nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=env/jm/mono(2009)21	OCDE	2009	71 p.	Anglais
Document d'orientation pour le développement de lignes directrices de l'OCDE pour les essais de produits chimiques –Document d'orientation révisé, Série de publications sur les essais et évaluations No. 1 http://www.oecd.org/dataoecd/26/35/49803789.pdf	OCDE	2006	31 p.	Anglais, (Français à venir)
Lignes directrices sur la validation et l'acceptation internationale de méthodes d'essai nouvelles ou actualisées pour l'évaluation des risques. Publication, Série de publications sur les essais et évaluations No 34 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=env/jm/mono(2005)14&doclanguage=en	OCDE	2005	96 p.	Anglais
Principes de validation des relations (quantitatives) structure-activité [(Q)SARs] http://www.oecd.org/env/hazard/gsar	OCDE	2004	206 p.	Anglais
Lignes directrices finales pour distinguer les déchets de ceux qui n'en sont pas http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/WMP(98)1/REV1&docLanguage=En	OCDE	1998	18 p.	Anglais

Évaluation de l'exposition

FAO					
Soumission et évaluation des données sur les résidus de pesticides en vue d'une estimation des niveaux maximums de résidus dans les produits destinés à l'alimentation humaine et animale http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/Pesticid/JMPR/Download/faom2002.doc	FAO	2002	194 p.	Anglais	
PNUE					
PICS – Module de formation n° 4 : Principes scientifiques généraux de sécurité chimique	PICS/OMS/ PNUE/OIT	2000	114 p.	Anglais	
OMS					
Petit guide des méthodes d'analyse pour mesurer le plomb dans le sang http://www.who.int/ipcs/assessment/public_health/lead_blood.pdf	OMS	2011	13 p.	Anglais	
Petit guide des méthodes d'analyse pour mesurer le plomb dans la peinture http://www.who.int/ipcs/assessment/public_health/lead_paint.pdf	OMS	2011	10 p.	Anglais	
Inconnues et qualité des données dans l'évaluation de l'exposition http://www.who.int/ipcs/methods/harmonization/areas/exposure/en/index.html	OMS/PICS	2008	158 p.	Anglais	
Lignes directrices sur les résidus chimiques dans les additifs alimentaires http://www.who.int/foodsafety/publications/chem/pesticides/en/	OMS/Codex	1997	33 p.	Anglais, Français	
OCDE					
Correspondances entre les catégories américaines et canadiennes harmonisées de produits commerciaux et de fonctions industrielles, et les catégories d'articles et de produits chimiques dans L'Union européenne, Série de publications sur les essais et évaluations, n° 167 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2012)5&doclanguage=en	OCDE	2012	27 p.	Anglais	
Outil OCDE d'évaluation Pov et LRTP (évaluation de la persistance globale dans l'environnement et du potentiel de dissémination sur de longues distances)	OCDE	2009	Logiciel télé-char-	Anglais	

http://www.oecd.org/env/exposure/povlrtp			geable --	
Comparaison des méthodes d'estimation des rejets utilisées dans les Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP) et Documents d'examen des scénarios de rejet (ESD): Étude de cas dans les secteurs de la production de papier et du textile, Publication, Série de publications sur les essais et évaluations No 52 http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/JM/MONO(2006)6&docLanguage=en	OCDE	2006	96 p.	Anglais
Lignes directrices sur l'utilisation de modèles multimédia pour évaluer la persistance environnementale et la portée longue distance. Série de publications sur les essais et évaluations No 45 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2004)5&doclanguage=en	OCDE	2004	83 p.	Anglais
Compte rendu de l'atelier OCDE/PNUD sur l'utilisation de modèles multimédia pour évaluer la persistance environnementale et la portée longue distance dans le contexte de l'évaluation des PBTs/POP, Publication, Série de publications sur les essais et évaluations No 36 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2002)15&doclanguage=en	OCDE	2002	191 p.	Anglais
Documents de scénarios d'émission <ul style="list-style-type: none"> • Produits chimiques utilisés dans la production des puits de pétrole • Industries chimiques • Opérations de lavage à base d'eau dans les blanchisseries industrielles et institutionnelles • Fluides pour la transformation des métaux • Revêtements durcissables par irradiation, encres et matières adhésives • Mélange d'huiles parfumées dans les produits commerciaux et de consommation • Substances chimiques utilisées dans l'industrie électronique • Transport et entreposage des substances chimiques 	OCDE	2000-2012	166 p.	Anglais

<ul style="list-style-type: none"> • Industrie des pâtes, papiers et cartons • Industrie des revêtements (peintures, à 15 laques et vernis) • Préparation des revêtements durcissables par irradiation, encres et matières adhésives • Préparation des matières adhésives • Complément des lignes directrices pour la rédaction de documents de scénarios d'émission : Durée de vie utile • Insecticides, acaricides et produits de lutte contre les autres arthropodes à usage domestique et professionnel • Fabriques de papier récupéré • Fabriques de papier non intégré • Fabriques de pâtes kraft • Insecticides pour les étables et les systèmes de stockage du fumier • Antifoulings • Finissage des métaux • Application de peinture au pistolet dans l'industrie automobile • Lubrifiants et additifs de lubrifiants • Utilisation de substances photorésistantes dans la fabrication des semi-conducteurs • Traitement des cuirs • Finition des textiles • Additifs dans l'industrie du caoutchouc • Industrie photographique • Substances chimiques pour le traitement de l'eau • Additifs dans l'industrie des plastiques • Produits de protection du bois • Document d'orientation sur les documents des scénarios d'émission <p>http://www.oecd.org/env/exposure</p>					
Compte rendu de l'atelier OCDE sur l'amélioration de l'utilisation des données pour l'évaluation des expositions aux produits chimiques industriels, Publication, Série de publications sur les essais et évaluations No 18 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=env/jm/mono(2000)2&doclang=en	OCDE	2000	125 p.	Anglais	
Stratégies pour l'évaluation des expositions environnementales aux produits chimiques industriels dans les pays membres de l'OCDE, Série de publications sur les essais	OCDE	1999	31 p.	Anglais	

et évaluations No 17 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=env/jm/mono(99)10&doctlanguage=en				
---	--	--	--	--

Toxicologie

PNUE				
Dibenzodioxine polybromée (PBDD), dibenzofurannes (PBDF) et biphenyles (PBB) -Intégration dans le concept de facteur d'équivalence de toxicité pour les composés analogues aux dioxines Préparé par l'IRAS, Université d'Utrecht, Pays-Bas	PNUE/OMS	2012	27 p.	Anglais

OMS				
Module de formation PISC No 4: Principes scientifiques généraux de sécurité chimique	PICS/OMS/ PNUE/OIT	2000	114 p.	Anglais
Module de formation PISC No 3: Évaluation des risques chimiques, évaluation des risques humains, environnementaux et écologiques http://whqlibdoc.who.int/hq/1999/OMS_PCS_99.2_pp1-106.pdf	OMS/PICS	1999	106 p.	Anglais
Module de formation PISC No 1: Sécurité chimique: principes fondamentaux de toxicologie appliquée – La nature des risques chimiques, Deuxième édition (Révisée) http://whqlibdoc.who.int/hq/1997/OMS_PCS_97.14_pp1-81.pdf	OMS/PICS	1997	258 p.	Anglais
Toxicologie analytique élémentaire http://whqlibdoc.who.int/hq/2000/OMS_PCS_00.8_pp1-104.pdf http://whqlibdoc.who.int/hq/2000/OMS_PCS_00.8_pp105-205.pdf	PICS/OMS	1995	274 p.	Anglais, Français, Thai

Epidémiologie et suivi

OMS					
Système d'information sanitaire et environnementale en Europe (ENHIS) http://www.euro.who.int/en/what-we-do/data-and-evidence/environment-and-health-information-system-enhis/publications/2011/tools-for-monitoring-parma-conference-commitments	OMS/ECEH/Bonn	2011	31 p.	Anglais, Russe	
Notions élémentaires en épidémiologie http://www.who.int/ncd_surveillance/resources/publications/en/index.html	OMS	2000 (mis à jour)	183 p.	Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Évaluation et utilisation de données épidémiologiques pour évaluer les risques pour l'hygiène du milieu : Lignes directrices http://www.euro.who.int/document/e68940.pdf	OMS (Bureau régional Europe)	2000	39 p.	Anglais	
Évaluation et utilisation de preuves épidémiologiques pour l'évaluation des risques environnementaux sur la santé: lignes directrices http://www.euro.who.int/document/e57926.pdf	OMS (EURO)	1997	90 p.	Anglais	
Guide de l'enseignant sur les notions élémentaires en épidémiologie http://www.who.int/ncd_surveillance/resources/publications/en/index.html	OMS	1994	216 p.	Anglais, Français	

IETMP

UNITAR					
Coffret d'orientation pour les IETMP http://www2.unitar.org/cwm/publications/prtr.aspx	UNITAR	2012	200 p.	Anglais, Russe, Espagnol	

OCDE					
Inventaire des émissions et des transferts de polluants mondiaux, Proposition de liste harmonisée des polluants, Série sur les IETMP n° 13 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2012)9&doclanguage=en	OCDE	2012	151 p.	Anglais	

Recueil de ressources sur les techniques d'estimation des émissions pour les IETMP, Partie 4 : Résumé des techniques pour les émissions à partir de produits, Version 1.0, Série sur les IETMP n° 12 Partie I: http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2011)7/part1&doclanguage=en Partie II: http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2011)7/part2&doclanguage=en	OCDE	2011	361 p.	Anglais
Considérations d'assurance-qualité des données IETMP, Série sur les IETMP n° 11 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2008)11&doclanguage=en	OCDE	2008	46 p.	Anglais
Étude de cadrage sur l'inclusion des émissions et transferts pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans les IETMP, Série sur les IETMP n° 10 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2008)5&doclanguage=en	OCDE	2008	76 p.	
Cadre pour sélectionner et appliquer des techniques d'estimation des rejets IETMP. Publication, Série sur les IETMP No. 9 http://www.oecd.org/dataoecd/35/27/35639966.doc	OCDE	2005	108 p.	Anglais
Utilisation de données et outils sur les IETMP pour leur présentation. Publication, Série sur les IETMP No. 7 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=env/jm/mono(2005)3&doclanguage=en	OCDE	2005	87 p.	Anglais
Présentation et diffusion de données IETMP Pratiques et expériences, Publication, Série sur les IETMP No. 3 http://www.oecd.org/dataoecd/1/48/47754487.pdf	OCDE	2000	115 p.	Anglais

Évaluation des risques

FAO/OMS	FAO/OMS	2009	520 p.	Anglais
Principes et méthodes d'évaluation des risques de substances chimiques dans les aliments (EHC 240) http://www.who.int/foodsafety/chem/principle/s/en/index1.html				

Évaluation de la contamination des sols. Manuel de référence http://www.fao.org/DOCREP/003/X2570E/X2570E00.HTM	FAO	2000	210 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol
Résidus de pesticides dans les produits alimentaires - Rapports http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/JMPR/JMPReports.htm	FAO/OMS	1963-en cours		Anglais
Résidus de pesticides dans les produits alimentaires – Évaluations http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/JMPR/JMPReports.htm	FAO/OMS	1963-en cours		Anglais

ONUDI	ONUDI/ICS (Centre international de science et technologie de pointe) sur la chimie	ONUDI/ICS	2007	2 p.	

OMS	Pesticides utilisés en santé publique – Lignes directrices pour les essais, dont modèles d'évaluation des risques http://www.who.int/whopes/guidelines/en/ http://www.who.int/whopes/en/	OMS, OMS Pesticide Evaluation Scheme (WHOPES)	En cours	Site Web	Anglais
	OMS – Jeu d'outils d'évaluation des risques pour la santé humaine : dangers chimiques http://www.who.int/ipcs/methods/harmonization/areas/ra_toolkit/en/index.html	OMS	2010	87 p.	Anglais
	Lignes directrices OMS relatives à la qualité de l'air : particules, ozone, dioxyde d'azote et dioxyde de soufre. Mise à jour mondiale 2005 Synthèse de l'évaluation des risques http://www.who.int/phe/air/aqg2006execsum.pdf	OMS	2006	22 p.	Anglais
	Risques que présentent les particules générées par la pollution liée à la pollution atmosphérique transfrontalière pour la santé http://www.euro.who.int/document/E88189.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2006	112 p.	Anglais
	Effets de la pollution de l'air sur la santé et le développement des enfants – examen des informations http://www.euro.who.int/document/E86575.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2005	191 p.	Anglais

Les effets de la pollution de l'air liée aux transports sur la santé: résumé pour les décideurs http://www.euro.who.int/document/e86650sum.pdf http://www.euro.who.int/document/e86650.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2005	12 p.	Anglais
Risques sanitaires liés aux polluants organiques persistants dus à la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance http://www.euro.who.int/document/e78963.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2003	234 p.	Anglais
Série de publications sur l'harmonisation des projets PISC http://www.who.int/ipcs/methods/harmonization/en/	OMS/PICS	2001- en cours		Anglais
Études d'impact de la pollution de l'air sur la santé. Rapport technique du projet OMS/CEES Document à demander auprès de info@ecehbonn.euro.who.int	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2001		
Risques sanitaires liés aux métaux lourds LRTAP, résumé de l'examen préliminaire, Genève, Suisse 23-25 août, 2000 http://www.unece.org/env/documents/2000/eb/wg1/eb.air.wg.1.2000.12.e.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2000	11 p.	Anglais
Contrôle de la qualité de l'air pour les études d'impact sur la santé – Série Europe; No 85 http://www.euro.who.int/document/e67902.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	1999	216 p.	Anglais
Série de publications sur les critères concis en matière de santé environnementale (CICAD) internationale http://www.who.int/ipcs/publications/cicad/en/	OMS/PICS	1998- en cours		Anglais
Série de publications sur les critères de santé environnementale : méthodes d'évaluation des risques (couverture jaune) et évaluation de produits chimiques spécifiques (couverture rouge) http://www.who.int/ipcs/publications/ehc/en/	OMS/PICS	1976- en cours		Anglais (résumés analytiques en anglais, français et espagnol)
Monographies du CIRC sur l'évaluation des risques cancérogènes pour les humains http://monographs.iarc.fr/index.php	OMS/IARC	1971 - en cours		Anglais

OMS/PICS				
Série d'évaluations sur les résidus de pesticides dans les produits alimentaires http://www.who.int/ipcs/food/jmpr/en/index.html	OMS/PICS	1963-en cours		Anglais
Série de rapports techniques de l'OMS sur les additifs et polluants dans les produits alimentaires http://www.who.int/ipcs/publications/jecfa/monographs/en/	OMS/PICS	1956-en cours		Anglais

OCDE				
Questions importantes sur l'évaluation des risques des nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2011)54&doclangue=en	OCDE	2012	57 p.	Anglais
Jeu d'outils de l'OCDE sur l'évaluation des risques environnementaux http://www.oecd.org/env/riskassessment/toolkit	OCDE	2010		Anglais

5.2 Réduction des risques

La réduction des risques relatifs à l'exposition aux produits chimiques comprend un large éventail d'options ayant pour but de limiter les effets négatifs sur la santé et l'environnement en réduisant la présence des dangers inhérents aux produits chimiques ou en contrôlant la nature et la durée des expositions. La réduction des risques peut se faire par le biais de l'élimination ou la réduction de l'utilisation de matières dangereuses, en les substituant par des produits moins toxiques, persistants ou bioaccumulatifs, la mise en œuvre de protocoles de sécurité pour la manipulation des produits chimiques dangereux et la réduction de la production de déchets dangereux. Ces actions peuvent être encouragées par des mesures réglementaires ainsi que par des mesures incitatives financières ou autres.

Sécurité chimique générale

FAO				
Manuel d'élaboration et utilisation des normes FAO/OMS pour les pesticides http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/Specs/manual.htm	FAO/OMS	2004	300 p.	Anglais, Arabe, Chinois, Espagnol
Normes FAO pour les pesticides utilisés en agriculture: 300 normes pour les pesticides http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/Specs/faospecs.htm	FAO	1999		Anglais

OIT					
Promouvoir la sécurité et la santé dans une économie verte, un rapport de l'OIT http://www.ilo.org/safework/info/video/WCM_S_175600/lang--en/index.htm	OIT	2012	24 p.	Anglais, Français, Italien, Portugais, Roumain, Russe, Espagnol	
Risques émergents et nouveaux modes de prévention dans un monde du travail en mutation http://www.ilo.org/safework/info/video/WCM_S_123653/lang--en/index.htm	OIT (Genève)	2010	22 p.	Anglais, Français, Espagnol	
Sécurité chimique en Asie: Droit et pratique de N. Watfa et S. Machida ISBN 92-2-110889-9	OIT (Genève)	1998	72 p.	Arabe	
Modules de formation à la sécurité chimique Les modules de formation à la sécurité chimique ont pour objectif d'introduire la sécurité dans l'utilisation des produits chimiques sur les lieux de travail, de présenter les systèmes de classification pour leur étiquetage et transport, de faciliter la compréhension et la lecture des fiches de sécurité chimique, de mettre en évidence les éléments toxicologiques importants et de donner des informations sur les différentes substances dangereuses dont l'utilisation est très répandue. Ils contiennent du matériel didactique pouvant être utilisé pour l'élaboration de prospectus ou lors de démonstrations et d'exercices, ainsi que des diapositives, des transparents en couleur et des disquettes contenant des fichiers texte et des bases de données. http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/cis/products/safetytm/index.htm	PICS	2004		Français, Espagnol, Anglais	
CD-ROM sur la sécurité chimique http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/cis/products/safetycd/index.htm	OIT	2004	CD	Français, Anglais, Espagnol	

PNUE					
Évaluation mondiale bisannuelle interlaboratoires : Rapport sur les polluants organiques persistants (première phase, 2010-2011) http://www.chem.unep.ch/Pops/GMP/Global/ Bi- ennial%20Global%20Interlaboratory%20Ass essment%20on%20POPs-Round%201.pdf	PNUE IOMC	2012	82 p.	Anglais	
Rapport sur l'échantillonnage passif de l'air dans le cadre du Plan mondial de suivi (GMP) pour les polluants organiques persistants - Projets GMP 2010-2011	PNUE FEM	2012	49 p.	Anglais	
Guide de laboratoire pour l'analyse des PFC	PNUE FEM	2012	DVD	Anglais, sous- titres français et espagnol	
Évaluation des capacités existantes et des besoins de renforcement des capacités d'analyse des polluants organiques persistants (POP) dans les pays en développement : Rapport final http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/ Fi nal%20report%20POPs%20Lab%20Cap_t ext.pdf	PNUE FEM	2008	105 p.	Anglais	
Manuel pour les bases de données de laboratoire sur les POP http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/ POPs_Labs_Databank_Handbook_2007_en. pdf	PNUE IOMC	2007	48 p.	Anglais, Français, Espagnol	
Note d'orientation pour l'analyse des polluants organiques persistants (POP) http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/an alytical_guidance_en.pdf	PNUE IOMC	2007	24 p.	Anglais, Français, Espagnol	
Critères de viabilité pour les laboratoires analysant des POP et rôle au niveau régional : Résumé de trois ateliers régionaux http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/ Su stainability%20criteria%20and%20role%20o f%20POPs%20labs.pdf	PNUE FEM	2007	19 p.		
Études internationales d'intercalibration : Un outil mondial d'assurance/contrôle qualité pour l'analyse des POP dans le cadre de la Convention de Stockholm http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/R ound%20robbins.pdf	PNUE FEM	2005	56 p.	Anglais	

Analyse des polluants organiques persistants dans les pays en développement : Enseignements tirés des projets de laboratoire http://www.chem.unep.ch/Pops/laboratory/Report%20lessons%20learned.pdf	PNUE FEM	2006	37 p.	Anglais
--	-------------	------	-------	---------

PNUE/FEM/SAICM/SSC				
Enquête coordonnée du PNUE : Lait maternel et polluants organiques persistants Partie 1 : Lignes directrices d'organisation, d'échantillonnage et d'analyse	PNUE SSC, SAICM	2011		Anglais
Enquête coordonnée du PNUE : Lait maternel et polluants organiques persistants Partie 2 : Lignes directrices d'organisation, d'échantillonnage et d'analyse - Annexes	PNUE SSC, SAICM	2011		Anglais

ONUDI				
Programme ONUDI-PNUE d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre (RECP). Brochure @ http://www.unido.org/index.php?id=o454500	ONUDI- PNUE	2009	4 p. Ta- bleau récapi tulatif	Anglais et langues locales

UNITAR				
Développer un plan de gestion des risques pour les produits chimiques prioritaires. Document d'orientation – Document de travail http://www2.unitar.org/cwm/publications/other.aspx	UNITAR	2001	79 p.	Anglais
Élaborer des stratégies de gestion des risques pour les produits chimiques prioritaires. Document d'orientation, version pilote http://www2.unitar.org/cwm/publications/other.aspx	UNITAR	1999	71 p.	Anglais
Développer les capacités nationales de gestion des risques pour les produits chimiques prioritaires lors du processus décisionnel – Rapport final, octobre 1999 http://www2.unitar.org/cwm/publications/tw.aspx	UNITAR/ OIT/OMS	1999	59 p.	Anglais

OMS				
Portail web OMS/PICS sur 10 substances chimiques d'intérêt majeur pour la santé publique http://www.who.int/entity/ipcs/assessment/public_health/chemicals_phc/en/index.html	OMS	2011		Anglais

OMS/PICS/OIT					
Lignes directrices pour la qualité de l'eau potable, 4 ^e édition http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/2011/dwq_guidelines/en/index.html	OMS	2011	515 p.	Anglais, Japonais	
Sécurité chimique de l'eau potable : Évaluation des priorités d'évaluation des risques http://www.who.int/water_sanitation_health/dwq/dwchem_safety/en/index.html	OMS	2007	143 p.	Anglais	
Lignes directrices de l'OMS sur la qualité de l'air : Mise à jour mondiale http://www.euro.who.int/Document/E87950.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2005	30 p.	Anglais	
Lignes directrices sur la qualité de l'air pour l'Europe ; 2 ^e édition, Série européenne : n° 91 http://www.euro.who.int/air/activities/200502_23_4	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2000	288 p.	Anglais	
Manipulation de produits mutagènes ou cancérogènes dans les laboratoires http://whqlibdoc.who.int/hq/1998/OMS_PCS_98.9.pdf	OMS/PICS	1998	118 p.	Anglais	
Série Fiches internationales de sécurité chimique http://www.who.int/ipcs/publications/icsc/en/index.html	WHOILO/EU			Anglais, Chinois, Danois, Estonien, Finnois, Français, Allemand Hongrois, Italien, Japonais, Coréen, Malaisien Polonais, Russe, Espagnol, Swahili, Thai, Urdu, Vietnamien	

Gestion rationnelle des pesticides

OIT					
Sécurité et santé au travail dans l'agriculture, l'exploitation forestière et l'élevage <i>Disponible auprès du Programme SafeWork</i>	OIT's Programme SafeWork	2000	CD	Anglais	
Sécurité et santé dans l'utilisation de produits agrochimiques : un guide ISBN 92-2-107281-9. SFR25 Ce guide simple porte sur la manipulation sans risque et l'utilisation des produits agrochimiques. Il indique des mesures de sécurité pratiques et faciles à appliquer. Pour toute information sur les droits de reproduction et de traduction, contacter le bureau des publications de l'OIT.	PICS	1991	66 p.	Anglais, Espagnol (également publié en langues locales partout dans le monde)	
Études de cas sur l'impact de la mécanisation et l'utilisation des produits chimiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture ISBN 92-2-107006-9 <i>Publication gratuite disponible uniquement auprès du Programme SafeWork</i>	OIT Programme SafeWork	1989	257 p.		
Compte-rendu du séminaire régional pour l'Asie de l'OIT sur les activités des syndicats quant aux effets des technologies modernes et des produits chimiques sur les travailleurs agricoles. Kuala Lumpur, Malaisie. ISBN 92-2-111322-1 <i>Publication gratuite disponible auprès du Bureau des Activités pour les Travailleurs de l'OIT</i>	Bureau de l'OIT pour les activités des travailleurs (Genève)	1998	66 p.		

PNUE/OMS/FAO					
Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, version originale: adoptée par la 123e session du Conseil de la FAO	PNUE	2003		Espagnol	
Réduction et élimination de l'utilisation des Polluants organiques persistants: document d'orientation sur les stratégies alternatives pour la gestion durable des nuisibles et vecteurs	PNUE/OMS/FAO	2002		Anglais, Français, Espagnol	
Manuel sur l'élaboration et l'utilisation des recommandations de la FAO et de l'OMS sur la classification des pesticides: première édition	PNUE/FAO/OMS	2002		Anglais, Espagnol	

OMS					
Outils OMS-PNUE – Gestion rationnelle des pesticides et diagnostic et traitement des intoxications par des pesticides http://www.who.int/whopes/recommendations/IPCSpesticide_ok.pdf	OMS/PNUE	2006	332 p.	Anglais	
Gestion des pesticides utilisés en santé publique http://www.who.int/whopes/recommendations/en/ http://www.who.int/whopes/en/	OMS, OMS Dispositif d'évaluation des pesticides (WHOPES)	2006	125 p.	Anglais	

BANQUE MONDIALE					
Réduire les risques des pesticides périmés pour l'homme et l'environnement http://siteresources.worldbank.org/INTPOPS/Resources/ReducingRisksofPesticides-sm.pdf?&resourceurlname=ReducingRisksofPesticides-sm.pdf	Banque mondiale	2010	46 p.	Anglais	

OCDE					
Outil de calcul OCDE de limites maximales de résidus et mode d'emploi http://www.oecd.org/chemicalsafety/agriculturalpesticidesandbiocides/oecdmaximumresiduecalculator.htm ; http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2011)2&doclanguage=en	OCDE	2011	16 p.	Anglais	

Sécurité dans l'utilisation de produits chimiques au travail

OIT					
Système de gestion OSH : Un outil d'amélioration permanente http://www.ilo.org/safework/info/video/WCM_S_153930/lang--en/index.htm	OIT	2011	30 p.	Arabe, Anglais, Français, Macédonien, Russe, Portugais, Espagnol	

Liste des maladies professionnelles (révisé en 2010). Identification et reconnaissance des maladies professionnelles : Critères d'inscription des maladies à la liste OIT des maladies professionnelles (OSH 74) http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_150323/lang--en/index.htm	OIT	2010	82 p.	Anglais, Français, Espagnol
Principes directeurs concernant les systèmes de gestion et de la sécurité de la santé au travail (OIT-OSH 2001) http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_PUBL_9221116344_E_N/lang--en/index.htm	OIT	2001	37 p.	Anglais, Français, Espagnol
Facteurs affectant l'air ambiant sur les lieux de travail. Code de pratique de l'OIT http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/cops/english/index.htm	OIT	2001	80 p.	Anglais
Sécurité dans l'utilisation des produits chimiques au travail (deuxième impression) ISBN 92-2-108006-4 <i>Ce recueil présente des directives pour l'application des dispositions de la Convention, 1990 (No 170), et de la Recommandation, 1990 (No 177) sur les produits chimiques, à l'intention de quiconque assume une part de responsabilité dans l'utilisation de produits chimiques au travail. Les directives couvrent les éléments nécessaires pour garantir la circulation d'information des producteurs ou importateurs vers les utilisateurs de produits chimiques. Elles permettent également aux employeurs de formuler des mesures de protection des travailleurs, du public et de l'environnement.</i>	OIT (Genève)	1998	106 p.	Anglais, Français, Espagnol (également publié en langues locales partout dans le monde)
Sécurité et santé dans l'utilisation de substances chimiques au travail : Manuel de formation. A. Bakar Che Man et D. Gold. (2 ^e impression). ISBN 92-2-106470-0 <i>Comprend les textes de la Convention de l'OIT n° 170 et de la Recommandation de l'OIT n° 177 et un système de classification, d'identification et d'étiquetage des substances chimiques.</i>	OIT (Genève)	1998	87 p.	Anglais (également publié en langues locales partout dans le monde)

Exposition au travail à des substances transportées par l'air et dangereuses pour la santé (3 ^e impression). ISBN 92-2-102442-3 <i>Le code de pratique de l'OIT vise à protéger la santé des travailleurs contre les dangers dus à la contamination de l'air sur les lieux et à prévenir la contamination des lieux de travail. Un glossaire complet définit les termes utilisés.</i>	OIT	1991	44 p.	Anglais
---	-----	------	-------	---------

]

IPSC/OIT/OMS				
Mécanismes de contrôle: Outils pratiques pour contrôler l'exposition aux produits chimiques sur les lieux de travail. <i>Initialement publié par la Newsletter Asiepacifique sur la santé et la sécurité au travail</i> http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/ctrl_banding/index.htm	PICS (OIT/OMS)	2002	2 p.	Anglais

OMS				
Prévention des risques pour la santé liés à l'utilisation des pesticides dans l'agriculture : Série Protection de la santé des travailleurs No 1 http://www.who.int/occupational_health/publications/pesticides/en/index.html	OMS, Genève	2001	35 p.	Anglais, Français, Espagnol

OCDE				
Analyse préliminaire de la mesure de l'exposition professionnelle : Nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=env/jm/mono(2009)6	OCDE	2009	31 p.	Anglais
Identification, compilation et analyse de données d'orientation pour la mesure et l'atténuation de l'exposition : Nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=ENV/JM/MONO(2009)15	OCDE	2009	48 p.	Anglais

Évaluation des émissions pour l'identification des sources et des émissions de nanomatériaux manufacturés transportés par l'air sur les lieux de travail : Compilation des orientations existantes http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=ENV/JM/MONO(2009)16	OCDE	2009	25 p.	Anglais
Comparaison des orientations sur un échantillon d'équipements de protection de la peau et de masques respiratoires sur les lieux du travail : Nanomatériaux manufacturés http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?doclanguage=en&cote=ENV/JM/MONO(2009)17	OCDE	2009	25 p.	Anglais
Systèmes intégrés de gestion – Avantages potentiels de la gestion intégrée de la sécurité, la santé, l'environnement et la qualité, Publication EHS de l'OCDE, Série sur les accidents chimiques No 15, 2005 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=env/jm/mono(2005)15&doclanguage=en	OCDE/EHS	2005	32 p.	Anglais

Chemical-Specific Risk Reduction

OIT	OIT CIS	2007		Français, Anglais, Espagnol
Accès aux limites d'exposition aux produits chimiques <i>Base de données contenant des informations sur les agences responsables de l'élaboration et la publication des limites d'exposition dans chaque pays ainsi qu'un lien Internet vers un tableau sur les valeurs limites d'exposition.</i> http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/cis/products/explim.htm				
PNUD				
Note d'orientation sur la décontamination, l'entreposage temporaire ou intermédiaire et le transport des déchets contenant du mercure produits par les installations sanitaires	PNUD	2012	41 p.	Anglais

PNUE					
Liste de contrôle pour les installations pratiquant l'électrolyse des chlorures alcalins http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mercury/Waste%20management/DRAFT%20Chloralkali%20Checklist.pdf	Conseil mondial sur le chlore de PNUE	2011	69 p.	Anglais	
Projet sur l'électrolyse des chlorures alcalins - Rapport final d'Uruguay http://www.unep.org/hazardoussubstances/Portals/9/Mercury/Waste%20management/DRAFT%20Report%20Chloralkali%20project%20Uruguay.pdf	PNUE DINAMA, Centre de coordination de la Convention de Bâle et Conseil mondial sur le chlore	2011	40 p.	Anglais	
Jeu d'outils pour l'identification et la quantification des émissions de mercure http://www.unep.org/hazardoussubstances/Mercury/MercuryPublications/GuidanceTrainingMaterialToolkits/MercuryToolkit/tabid/4566/language/en-US/Default.aspx	PNUE/DTIE Branche Substances chimiques	2010	55 p.	Anglais	
Note d'orientation pour l'identification des populations à risque d'exposition au mercure	PNUE/DTIE Branche Substances chimiques	2008	170 p.	Anglais	
Guide de la réduction des principales utilisations et émissions de mercure http://www.chem.unep.ch/mercury/Sector%20Guide%202006.pdf	PNUE/DTIE Branche Substances chimiques	2006	106 p.	Anglais	

PNUE/UNICEF/UNITAR					
Opportunités globales pour limiter l'utilisation d'essence au plomb	PNUE/ UNICEF/ UNITAR	1998	59 p.	Anglais	

PNUE/OMS/FAO					
Inventaire des capacités de destruction des PCB dans le monde, Deuxième édition	PNUE/OMS	2004	78 p.	Anglais	
Les transformateurs et condensateurs contaminés par les PCB; de la gestion au reclassement et à l'élimination	PNUE	2003	71 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol, Russe	
Recherche d'alternatives à l'utilisation de Polluants organiques persistants (POP) pour le traitement des termites	PNUE/FAO	2001	50 p.	Anglais	

FEM: Évaluation régionale des substances toxiques persistantes : document d'orientation pour la collecte, la compilation et l'évaluation de données sur les sources, les impacts et les niveaux de concentration dans l'environnement des substances toxiques persistantes	PNUE	2000	68 p.	Anglais, Espagnol
Étude sur les technologies n'utilisant pas l'incinération pour la destruction des PCBs disponibles actuellement	PNUE	2000	70 p.	Anglais, Espagnol

ONUDI				
Lignes directrices techniques de l'ONUDI sur la gestion du mercure dans l'orpailage et l'extraction artisanale de l'or	ONUDI	2008	4 lignes directrices	Anglais
Protocoles pour l'évaluation de l'impact sur la santé et l'environnement du mercure rejeté par les petites mines artisanales d'extraction de l'or	ONUDI	2004	289 p.	Anglais
Développement industriel respectant la couche d'ozone- ONUDI dans le Protocole de Montréal – transferts de technologie vers les pays en développement. Impact et leçons—Plans de gestion des réfrigérants	ONUDI	2003	15 p.	Anglais
Développement industriel respectant la couche d'ozone- ONUDI dans le Protocole de Montréal – transferts de technologie vers les pays en développement. Impact et leçons — Réfrigérants et technologies alternatives pour les applications domestiques	ONUDI	2003	43 p.	Anglais
Développement industriel respectant la couche d'ozone- ONUDI dans le Protocole de Montréal – transferts de technologie vers les pays en développement. Impact et leçons — Solvants (y compris les agents de transformation) et aérosols	ONUDI	2003	32 p.	Anglais
Développement industriel respectant la couche d'ozone- ONUDI dans le Protocole de Montréal – transferts de technologie vers les pays en développement. Impact et leçons — Mousses plastiques	ONUDI	2003	20 p.	Anglais
Développement industriel respectant la couche d'ozone- ONUDI dans le Protocole de Montréal – transferts de technologie pour les pays en développement. Impact et leçons — Fumigènes	ONUDI	2003	25 p.	

OMS					
Effets sur la santé du noir de carbone http://www.euro.who.int/en/what-we-do/health-topics/environment-and-health/air-quality/publications/2012/health-effects-of-black-carbon	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2012	86 p.	Anglais	
Portail web OMS/PICS sur 10 substances chimiques d'intérêt majeur pour la santé publique. http://www.who.int/entity/ipcs/assessment/public_health/chemicals_phc/en/index.html	OMS	2011		Anglais	
Mercure dans les produits d'éclaircissement de la peau, Documents d'information OMS, 2011. http://www.who.int/ipcs/assessment/public_health/mercury_flyer.pdf	OMS	2011	6 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol	
Mercure et soins de santé – Document d'orientation stratégique http://www.who.int/water_sanitation_health/medicalwaste/mercury/en/index.html	OMS	2005	2 p.	Anglais, Français, Espagnol	

OCDE					
Portrait web sur les substances chimiques perfluorées www.oecd.org/ehs/pfc	OCDE	2011		Anglais	
Activités de gestion des risques liés au plomb dans les pays membres de l'OCDE (1993 à 1998) http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/JM/MONO(2000)1/PART1&docLanguage=En	OCDE	2000	683 p.	Anglais	
Recyclage des déchets de cuivre, plomb et zinc http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(95)78&docLanguage=En	OCDE	1995	27 p.	Anglais, Français	
Sélection de retardateurs de flamme à base de bromure: Contexte et expériences nationales pour la réduction des risques http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ocde/gd(94)96&doclanguage=en	OCDE	1994	152 p.	Anglais	
Chlorure de Méthylène: Contexte et expériences nationales de la réduction des risques http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(94)95&docLanguage=En	OCDE	1994	123 p.	Anglais	

Mercure: Contexte et expériences nationales de la réduction des risques http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(94)98&docLanguage=En	OCDE	1994	159 p.	Anglais
Cadmium: Contexte et expériences nationales de la réduction des risques http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(94)97&docLanguage=En	OCDE	1994	195 p.	Anglais
Plomb: Contexte et expériences nationales de la réduction des risques http://www.oecd.org/dataoecd/23/50/1955919.pdf	OCDE	1993	277 p.	Anglais
Base de données : Lieux où les batteries usagées au nickel-cadmium peuvent être déposées pour recyclage (par pays) http://www.oecd.org/document/4/0,3746,en_2649_37465_1945092_1_1_37465,00.html	OCDE		1 p.	Anglais

Réduction des risques dans l'industrie

Pas de documents

Pesticides périmés et déchets

FAO				
Lignes directrices pour l'inventaire des pesticides périmés (en préparation)	FAO			
Étude de référence sur le problème des stocks de pesticides périmés http://www.fao.org/DOCREP/003/X8639E/X8639E00.HTM	FAO	2001	36 p.	Anglais, Français, Espagnol
Manuel de formation de la FAO pour réaliser des inventaires de pesticides périmés	FAO	2001	114 p.	Anglais
Lignes directrices à l'intention des pays ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/005/y2566E/y2566E00.pdf	FAO	2001		Anglais, Français, Espagnol
Gestion de petites quantités de pesticides indésirables et périmés http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/Pesticid/Disposal/commون/ecg/103825_en_No_7_Small_quantities_stocks.pdf	FAO	1999	25 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol,

Elimination de grandes quantités de pesticides périmés dans les pays en développement http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/Pesticid/Disposal/commون/ecg/103811_en_w1604e.pdf	FAO	1996	44 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol,
--	-----	------	-------	-------------------------------------

PNUE				
Directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets de polluants organiques persistants (POP), en contenant ou contaminés par eux	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2005		Anglais
Directives techniques sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets constitués de polychlorobiphényles (PCB), polychlorotéphényles (PCT) et polybromobiphényles (PBB), en contenant ou contaminés par eux	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2005	18 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Préparation des plans nationaux de gestion des déchets de soins médicaux en Afrique Subsaharienne. Manuel d'aide à la décision	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2004	87 p.	Anglais
Directives techniques pour l'identification et la gestion écologiquement rationnelle des déchets plastiques et leur élimination	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2004	77 p.	Anglais, Français, Espagnol
Directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle du démantèlement intégral ou partiel des navires	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2003	94 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Directives techniques pour une gestion écologiquement rationnelle des déchets biomédicaux et des déchets de soins médicaux	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2003	79 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Lignes directrices provisoires sur les caractéristiques dangereuses H12 – Écho-toxicité	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2003	23 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Convention de Bâle (2000), Compilation Partie I : Statut de l'information	PNUE/Secrétaire à la Convention de Bâle	2003	43 p.	Anglais

Lignes directrices techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets de batteries au plomb et acide	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	2003	69 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Russe, Espagnol
Lignes directrices techniques sur les déchets de source et origine pétrolières	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	2003	16 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur les traitements biologique et physico-chimique	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	2003	68 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur l'identification et la gestion des pneus usés	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	2000	47 p.	Anglais, Français, Russe, Espagnol
Méthodologie pour l'élaboration d'inventaires nationaux de déchets dangereux dans le cadre de la Convention de Bâle	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1999		Anglais, Français, Espagnol
Lignes directrices sur les déchetteries spéciales	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1997	44 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur l'incinération terrestre	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1997	28 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur le recyclage de l'huile et autres réutilisations d'huile	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1997	20 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur les déchets dangereux résultant de la production et utilisation de solvants organiques	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1997	20 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur les déchets collectés auprès des ménages	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1997	9 p.	Anglais
Lignes directrices pour l'élaboration de stratégies nationales et/ou régionales sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1996	16 p.	Anglais
Lignes directrices sur les mouvements transfrontaliers de déchets destinés à des opérations de récupération	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle	1995	28 p.	Anglais
Lignes directrices techniques sur l'identification et la gestion des pneus usés	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle			Anglais
Préparation d'un plan national pour la gestion écologique des PCB et équipements contaminés par des PCB dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle	PNUE/ Secrétariat Conv. Bâle			Anglais

OCDE				
Compte rendu de l'atelier OCDE-FAO-PNUE sur les pesticides périmés http://www.oecd.org/dataoecd/23/35/2076941.pdf	OCDE	2001	26 p.	Anglais, Français

Prévention et contrôle de la pollution chimique et des déchets

FAO				
Lignes directrices sur les possibilités de gestion des emballages de pesticides vides http://www.who.int/whopes/recommendations/Management_options_empty_pesticide_containers.pdf	FAO	2008	47 p.	
Le stockage des pesticides et le contrôle des stocks http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/Pesticid/Disposal/commون/ecg/103809_en_No_3_Storage.pdf	FAO	1996	36 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol
Prévention de l'accumulation de stocks de pesticides périmés http://www.fao.org/WAICENT/FAOINFO/AGRICULT/AGP/AGPP/Pesticid/Disposal/commون/ecg/103807_en_v7460e.pdf	FAO	1995	33 p.	Arabe, Anglais, Français, Espagnol

UNITAR				
A la recherche de synergies: intégrer la gestion des déchets dans un programme national intégré de gestion des produits chimiques, Note d'information http://www2.unitar.org/cwm/publications/inp.aspx	UNITAR	2004	16 p.	Anglais, Français

OMS/SEARO/IGNOU/FAO				
Gestion rationnelle des déchets dangereux résultant d'activités de soins et de l'agriculture. Compte rendu d'un atelier conjoint OMS/ FAO Indonésie, 2006 http://www.searo.who.int/en/Section23/Section1001/Section110_12840.htm	OMS/FAO	2006	72 p.	Anglais
Gestion des déchets d'activités de soins – Document d'orientation http://www.healthcarewaste.org/en/160_hcw_policy.html	OMS	2005	2 p.	Anglais, Français, Espagnol
Gestion sans risque des déchets résultant d'activités de soins http://www.who.int/water_sanitation_health/medicalwaste/wastemanag/en/	OMS	1999	230 p.	Anglais

Certificat de formation à distance sur la gestion rationnelle des déchets résultant d'activités de soins http://www.ignou.ac.in/ (voir "Programmes de certificat")	OMS SEARO/ IGNOU			Anglais, Hindi
---	------------------------	--	--	-------------------

BANQUE MONDIALE				
Réduire les risques des pesticides périmés pour l'homme et l'environnement http://siteresources.worldbank.org/INTPOPS/Resources/ReducingRisksofPesticides-sm.pdf?&resourceurlname=ReducingRisksofPesticides-sm.pdf	Banque mondiale	2006	57 p.	Anglais

OCDE				
Considérations pour évaluer la minimisation des déchets dans les pays membres de l'OCDE http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=ENV/EPOC/PP/C(97)17/REV2&docLanguage=En	OCDE	1998	49 p.	Anglais
Réduction et recyclage des déchets d'emballage http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=OCDE/GD(92)147&docLanguage=En	OCDE	1992	111 p.	Anglais, Français

Promotion d'alternatives moins dangereuses

FAO	Information disponible sur le site de la FAO sur la gestion intégrée des nuisibles: http://www.fao.org/ag/AGPP/IPM/Default.htm				
------------	--	--	--	--	--

OMS/SEARO	Cadre stratégique mondial de gestion intégrée des vecteurs (et autre document lié à cette question) http://www.who.int/malaria/publications/atoz/who_cds_cpe_pvc_2004_10/en/index.html http://www.who.int/malaria/vector_control/information/en/ http://www.who.int/malaria/publications/vector-management/en/index.html	OMS	2004	12 p.	Anglais
------------------	--	-----	------	-------	---------

OCDE	Plateforme chimique durable : http://www.oecd.org/env_sustainablechemistry_platform/	OCDE			Anglais
-------------	--	------	--	--	---------

5.3 Éducation et sensibilisation

La coopération entre les autorités gouvernementales, l'industrie, les travailleurs, les ONG et le public est essentielle pour la gestion rationnelle des produits chimiques. Cela nécessite une large connaissance des risques potentiels associés à l'utilisation des produits chimiques et aux accidents chimiques ainsi qu'une compréhension des moyens d'utiliser les produits chimiques sans risque. Cette connaissance peut être encouragée à travers des activités de formation et d'éducation ciblées ainsi que par des campagnes de sensibilisation destinées au public.

Éducation

UNITAR/IOMC	Renforcer les efforts de sensibilisation et d'éducation sur la gestion des produits chimiques au niveau national. Atelier thématique (No 2) http://www2.unitar.org/cwm/publications/tw.aspx	UNITAR/ IOMC	1998	48 p.	Anglais
--------------------	--	-----------------	------	-------	---------

OMS/PICS	Manuel de formation pour les centres antipoison, Partie 1 http://www.who.int/ipcs/poisons/training_manual/en/	OMS/PICS	2006		Anglais
-----------------	--	----------	------	--	---------

Jeu éducatif en ligne: ENVIRO : « Environnement sain pour les enfants » <i>Disponible en téléchargement ou en Flash</i> http://www.searo.who.int/en/Section23/Sectio_n1671_7505.htm	OMS/ SEARO et HRIDAY SHAN, Inde	2004	Jeux infor- ma- tique	Anglais
L'impact des produits chimiques dangereux sur la santé et l'environnement: livre de référence pour les élèves et étudiants http://whqlibdoc.who.int/hq/2000/OMS_PCS_00.1.pdf	OMS/PICS	2000	110 p.	Anglais
<i>Guide de l'enseignant: Gestion des déchets résultant d'activités de soins</i> http://www.who.int/occupational_health/publications/tgmanwaste/en/index.html	OMS	1998	227 p.	Arabe, Anglais
Guide de l'enseignant: Gestion des déchets résultant d'activités de soins http://www.who.int/occupational_health/publications/tgbeh/en/	OMS	1996	227 p.	Anglais
Femmes, Santé et Environnement: Guide de l'enseignant http://www.who.int/docstore/peh/archives/women/ehg95-1.pdf	OMS/GEEN ET	1995	45 p.	Anglais

Diffusion de l'information

ONUDI	ONUDI	2012	Prix mondial	Anglais
Le leasing chimique : Prix mondial 2012 : http://www.chemicalleasing.com	ONUDI	2012	Prix mondial	Anglais
Note d'information « Industrie verte – Contribution de l'ONUDI à la prévention et à la minimisation des déchets, Convention de Bâle (COP 10) http://archive.basel.int/meetings/cop/cop10/documents/i51e.pdf	ONUDI	2011	5 p.	Anglais
Réseau mondial d'utilisation rationnelle des ressources et de production propre (RECPnet) www.recnet.org	ONUDI-PNUE	2011	Site web	Anglais
Système de gestion des connaissances, Réseau latino-américain de Centres de production propre (CPlatinnet) www.produccionmaslimpia-la.net	ONUDI	2006	Portail web	Portugais Espagnol
Impacts et acquis. L'ONUDI et le Protocole de Montréal – Transfert de technologies aux pays en développement.	ONUDI	2003	Brochures	Anglais

OMS					
La collection de Budapest: une bibliothèque électronique mondiale de l'OMS sur la santé et l'environnement des enfants. <i>Envoyer la demande de CD à library.he@who.int</i>	OMS Regional Office for Europe	2004	CD	Anglais	

OCDE					
<i>Base de données de l'OCDE : Recherche sur la sécurité des nanomatériaux manufacturés</i> http://webnet.oecd.org/NanoMaterials/Pagelet/Front/Default.aspx	OCDE		En ligne	Anglais	

Formation

PNUE					
La toxicologie à l'école – Comprendre les risques chimiques pour la santé et l'environnement http://www.unep.org/hazardoussubstances/UNEPsWork/Pesticide-relatedactivitiesatUNEPChemicals/tabid/10444/Default.aspx	PNUE	2012	Outil de formation électronique	Anglais, prochainement dans d'autres langues	

ONUDI					
Outil de formation au leasing chimique : Un modèle intelligent pour une industrie verte www.chemicalleasing.com	ONUDI	2011	CD	Anglais	
Jeu d'outils ONUDI CP http://www.unido.org/cp	ONUDI	2008	CD	Anglais, Espagnol	

OMS					
Résumé d'études de cas sur la santé des enfants et l'environnement – Travaux en cours. Ed. Leda Nemer et Kathrin von Hoff http://www.euro.who.int/Document/CHE/CH_ECSSBook.pdf	Bureau régional de l'OMS pour l'Europe	2004	120 p.	Anglais	
Honoloko – une île pour apprendre à protéger la santé et l'environnement. Jeu d'ordinateur pour les enfants http://www.honoloko.org/Honoloko.html	OMS/ Agence européenne pour l'environnement (AEE)	2004	Jeu informatique	25 langues des pays membres de l'AEE et russe	

OCDE				
Rapport du séminaire sur la réduction des risques des pesticides par l'éducation/Formation de formateurs http://www.oecd.org/dataoecd/21/18/440338_53.pdf	OCDE	2009	22 p.	Anglais
Rapport du Groupe directeur de l'OCDE sur la réduction des risques des pesticides – Séminaire sur la réduction des risques par l'amélioration de la sécurité et de la formation des travailleurs Partie 1: http://www.oecd.org/dataoecd/21/18/440338_53.pdf Partie 2: http://www.oecd.org/dataoecd/38/12/410403_35.pdf	OCDE	2008	79 p.	Anglais

5.4 Prévention le contrôle des accidents

Accidents chimiques

OIT				
Prévention des accidents majeurs: guide pratique de l'OIT. Troisième impression (corrigée). ISBN 92-2-106432-8. <i>Un aperçu des risques majeurs présentés dans un format lisible. Ce document fournit des informations sur toutes les questions principales. Les annexes contiennent des outils pratiques et des exemples intéressants de plusieurs applications.</i>	OIT	1994	296 p.	Anglais, Espagnol, Français
Prévention des accidents industriels majeurs : guide pratique de l'OIT. Genève, 1991. ISBN 92-2-107101-4	OIT	1991	108 p.	Anglais, Français, Espagnol

PNUE				
Commémoration de 25 ans de sensibilisation et de préparation aux accidents industriels au niveau local (APELL) - Réalisations et perspectives	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	2012	40 p. + vidéo	Anglais

Promouvoir des opérations plus sûres et la préparation aux situations d'urgence dans la chaîne des valeurs ajoutées du secteur chimique – Études de cas sur la mise en œuvre de l’APELL en Chine	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	2011	44 p.	Chinois, Anglais
Dispositif souple de prévention des accidents chimiques et de préparation à ces situations. Document d'orientation http://www.unep.fr/scp/sp/saferprod/pdf/UN_Flexible_Framework_WEB_FINAL.pdf	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	2010	188 p.	Chinois, Anglais, Français, Espagnol, Thai
APELL – Outil de formation à des dangers multiples pour les collectivités locales – Vulnérabilité des populations locales : mesures de réduction, prévention préparation http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx1289xPA-APELLMulti-HazardTrainingKit.pdf	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	2010	52 p.	Anglais
TransAPPELL: Note d'orientation pour le transport des articles dangereux – Planification des mesures d'urgence à l'échelon local http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/2679-TransApellEN.PDF	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	2000	68 p.	Anglais, Espagnol, Suédois
Gestion de la prévention des accidents industriels et des mesures de préparation : Jeu de supports de formation http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0110xPA-IndustrialAccidentsTraining.pdf	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	1996	195 p.	Anglais
APELL pour les zones portuaires : Préparation et réponse aux accidents chimiques dans les ports http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0061xPA-ApellPorts.PDF	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	1996	91 p.	Anglais

Identification et évaluation des dangers à l'échelon local http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0062xPA-HazardId.pdf	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	1992	87 p.	Anglais
Entreposage des matières dangereuses : Guide technique pour l'entreposage sans risque des matières dangereuses http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0063xPA-SafeWarehousing.PDF	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	1990	80 p.	Anglais
Sensibilisation et préparation aux situations d'urgence à l'échelon local : processus de réponse aux accidents technologiques http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/WEBx0064xPA-APELtech.pdf	PNUE/ DTIE Branche Consom- mation et production durables	1988	64 p.	Arabe, Chinois, Anglais, Français, Hindi, Russe, Sinhala, Espagnol, Suédois, Tamul, Thai

ONUDI/UNESCO/IUPAC				
Le programme de formation UICPAC-UNESCO-ONUDI sur la sécurité est une activité permanente du COCI www.iupac.org/standing/coci/safety-program.html				

OMS				
Manuel de gestion des incidents chimiques en santé publique http://www.who.int/environmental_health_emergencies/publications/Manual_Chemical_Incidents/en/index.html	OMS	2009	101 p.	Anglais
Aspects sanitaires des armes chimiques http://www.searo.who.int/en/Section23/Section1001/Section1110.htm	OMS/ SEARO	2003		
Sources d'information mondiales sur les incidents chimiques http://www.searo.who.int/en/Section23/Section1001/Section1470.htm	OMS/ SEARO	2003		

OCDE					
Gouvernance d'entreprise pour la sécurité des processus : Lignes directrices pour les responsables de haut niveau des industries à haut risque	OCDE	2012	20 p.	Anglais Français	
Addendum aux principes directeurs de l'OCDE sur les mesures de prévention, préparation et réponse en cas d'accidents chimiques (2 ^e éd.) http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2011)15&doctlanguage=en	OCDE	2011	29 p.	Anglais	
Rapport de l'atelier de l'OCDE sur les enseignements tirés des accidents et incidents chimiques, Publication EHS de l'OCDE, Série sur les accidents chimiques No 14 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2005)6&doctlanguage=en	OCDE	2005	76 p.	Anglais	
Rapport de l'atelier de l'OCDE sur le partage des acquis dans la formation de techniciens de gestion des risques. Publication EHS de l'OCDE, Série sur les accidents chimiques no 13 http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=env/jm/mono(2004)4&doctlanguage=en	OCDE	2004	73 p.	Anglais, Français	
Principes directeurs de l'OCDE pour la prévention, la préparation et l'intervention en matière d'accidents chimiques, Publication OCDE EHS, Série sur les accidents chimiques No 10 http://www.oecd.org/document/61/0,2340,en_2649_34369_2789821_1_1_1_1,00.html	OCDE	2003	209 p.	Tchèque, Anglais, Français, German, Hongrois Coréen	
Document d'orientation de l'OCDE sur les indicateurs de performance en matière de sécurité, Publication OCDE EHS, Série sur les accidents chimiques No 11 http://www.oecd.org/document/45/0,2340,en_2649_34369_32425389_1_1_1_1,00.html	OCDE	2003	212 p.	Anglais, Français, Coréen	

Prévention, traitement et suivi des intoxications

OIT				
Prise en charge des intoxications: manuel de l'agent de santé. J. A. Henry et H. M. Wiseman. Programme international sur la sécurité chimique <i>A l'intention des personnes ayant une formation médicale inexisteante ou limitée qui sont passibles d'être les premières en contact avec des personnes intoxiquées. Le manuel donne des conseils pour éviter l'intoxication.</i> Disponible auprès du Programme SafeWork	OIT	1997	315 p.	Français

OMS/PICS				
Système de gestion de la base de données INTOX et collecte de données harmonisées http://www.who.int/ipcs/poisons/package/en/index.html	OMS/PICS	En cours	Site web	Anglais
Manuel de formation pour les centres antipoison, Partie 1 http://www.who.int/ipcs/poisons/training_manual/en/index.html	OMS/PICS	2006	7 chapitres	Anglais
Lignes directrices pour la prévention des expositions aux produits toxiques http://www.who.int/ipcs/poisons/prevention_guidelines/en	OMS/PICS	2004	99 p.	Anglais
Prise en charge des intoxications: manuel de l'agent de santé http://www.who.int/ipcs/publications/training_poisons/management_of_poisoning/en/index.html	OMS/PICS	1997	315 p.	Anglais, Farsi, Français, Hindi, Espagnol
Lignes directrices pour la lutte contre les intoxications http://www.who.int/ipcs/publications/training_poisons/guidelines_poison_control/en/index.html	OMS/PICS	1997	112 p.	Anglais, Français, Russe, Espagnol
Lignes directrices pour le traitement des informations sur les intoxications dans la base de données INTOX: http://www.intox.org/databank/p/treat.html	OMS/PICS	1996	47 guides	Anglais, Français, Portugais, Espagnol

Capacités analytiques et des laboratoires

FAO				
Publication conjointe FAO/OMS: Contrôle de la qualité des pesticides: Lignes directrices pour les laboratoires nationaux http://www.fao.org/ag/AGP/AGPP/Pesticid/Specs/pdf/qualitycontrol05.pdf	OMS	2005	14 p.	Anglais
OMS/PICS /OIT/PNUE				
Développement de services de toxicologie analytique : Principes et orientations http://www.who.int/ipcs/publications/training_poisons/hospital_analytical_toxicology.pdf	OMS/PICS	2005	36 p.	Anglais
Suivi biologique des expositions aux produits chimiques sur le lieu de travail. Volumes 1 et 2 http://whqlibdoc.who.int/hq/1996/OMS_HPR_OCH_96.1.pdf http://whqlibdoc.who.int/hq/1996/OMS_HPR_OCH_96.2.pdf	OMS	1996	V1: 311p., V2: 214 p.	Anglais
OCDE				
Compilation et comparaison de lignes directrices sur l'exposition aux nanomatériaux dans les laboratoires http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocument/?cote=env/jm/mono(2010)47&doctlanguage=en	OCDE/ EHS	2012	81 p.	Anglais
Série sur les bonnes pratiques de laboratoire et vérification du respect de ces principes No. 1-154 (Documents de consensus, de conseil et d'orientation): http://www.oecd.org/document/63/0,2340,en_2649_34381_2346175_1_1_1_1,00.html	OCDE	1992-2007	183 p.	Anglais, Français, Allemand Espagnol

ANNEXE 1: INDEX DES DOMAINES D'ACTIVITE DE LA SAICM ET SECTIONS CORRESPONDANTES

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Sections du guide</i>
OBJECTIF DE LA SAICM : RÉDUCTION DES RISQUES	
Évaluation de la gestion des produits chimiques au niveau national aux fins de détermination des lacunes et de l'ordre de priorité des actions	5.1, 5.2
Protection de la santé humaine	5.1, 5.2, 5.3
Enfants et sécurité chimique	4.5, 5.2, 5.3
Sécurité et santé au travail	4.4, 4.5, 5.1, 5.2, 543
Application du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH)	5.1
Pesticides hautement toxiques – gestion et réduction des risques	4.1, 4.4, 5.1, 5.2, 5.3
Programmes relatifs aux pesticides	4.1, 4.3, 5.2
Réduction des risques sanitaires et écologiques présentés par les pesticides	5.1, 5.2, 5.3
Production plus propre	4.4, 4.5, 5.2
Réhabilitation des sites contaminés	5.4
Essence au plomb	4.4, 5.2
Bonnes pratiques agricoles	5.2, 5.3
Substances persistantes, bioaccumulatives et toxiques; substances très persistantes et très bioaccumulatives; produits chimiques cancérogènes, mutagènes, ou nocifs pour le système reproducteur endocrinien, immunitaire ou nerveux; polluants organiques persistants	4.4, 5.1, 5.2
Mercure et autres produits chimiques préoccupants au niveau mondial; produits chimiques produits ou utilisés en grandes quantités; ceux dont les utilisations sont largement répandues; et autres produits chimiques préoccupants au niveau national	4.4, 5.1, 5.2, 5.3
Évaluation, gestion et notification des risques	5.1, 5.2
Gestion (et réduction au minimum) des déchets	4.4, 5.2
Élaboration de mesures de prévention et d'intervention pour atténuer les impacts sur la santé et l'environnement des situations d'urgence impliquant des produits chimiques	5.4

OBJECTIF DE LA SAICM : CONNAISSANCE ET INFORMATION

Recherche, surveillance et données	5.1, 5.2, 5.5
Production et disponibilité de données sur les dangers	4.2, 5.1, 5.5
Promotion de la participation et de la responsabilisation de l'industrie	4.2, 4.5, 5.3
Application du Système général harmonisé de classification (SGH)	5.1
Gestion et diffusion de l'information	4.2, 5.1
Pesticides hautement toxiques – gestion et réduction des risques	5.1, 5.2, 5.3
Production plus propre	4.4, 5.2
Cycle de vie	4.4
Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP) – création d'inventaires nationaux et internationaux	4.5, 5.1
Évaluation, gestion et notification des risques	5.1, 5.2
Sécurité et santé au travail	5.2, 5.3, 5.4
Enfants et sécurité chimique	5.2, 5.3
Éducation et formation (sensibilisation)	4.2, 4.5, 5.3
Essence au plomb	4.4, 5.2
Substances persistantes, bioaccumulatives et toxiques; substances très persistantes et très bioaccumulatives; produits chimiques cancérogènes,	4.4, 5.1, 5.2

Domaine d'activité	Sections du guide
mutagènes, ou nocifs pour le système reproducteur endocrinien, immunitaire ou nerveux; polluants organiques persistants.	
Mercure et autres produits chimiques préoccupants au niveau mondial; produits chimiques produits ou utilisés dans des grandes quantités; ceux dont les utilisations sont largement répandues; et autres produits chimiques préoccupants au niveau national	4.4, 5.1, 5.2, 5.3
Bonnes pratiques agricoles	5.2, 5.3
Gestion (et réduction au minimum) des déchets	4.4, 5.2
Participation des parties prenantes	4.2, 4.5

OBJECTIF DE LA SAICM : GOUVERNANCE

Évaluation de la gestion des produits chimiques au niveau national aux fins de détermination des lacunes et de l'ordre de priorité des actions	4.1, 4.2, 4.3
Mise en œuvre flexible de programmes nationaux intégrés de gestion des produits chimiques	4.2, 4.3
Application du Système général harmonisé de classification (SGH)	5.1
Accords internationaux	4.1, 4.2, 4.4
Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP) – création d'inventaires nationaux et internationaux	4.5, 5.1
Considérations socioéconomiques	4.1, 4.5
Promotion de la participation et de la responsabilisation de l'industrie	4.2, 4.5, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4
Aspects juridiques, politiques et institutionnels	4.1, 4.2, 4.4
Responsabilité et indemnisation	4.4
Bilan des progrès	4.1, 4.2, 4.3, 4.4
Zones protégées	4.4, 5.4
Prévention du commerce illicite de marchandises toxiques et dangereuses	4.4
Commerce et environnement	4.4, 5.1, 5.2
Participation de la société civile et des ONG d'intérêt public	4.5

OBJECTIF DE LA SAICM : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET COOPÉRATION TECHNIQUE

Renforcement des capacités	4.2, 4.3, 4.5, 5.3, 5.5
Élaboration de mesures de prévention et d'intervention pour atténuer les impacts sur la santé et l'environnement des situations d'urgence impliquant des produits chimiques	5.4
Production plus propre	4.4, 5.2
Réhabilitation des sites contaminés	5.4
Essence au plomb	4.4, 5.2
Enfants et sécurité chimique	5.2, 5.3
Évaluation, gestion et notification des risques	5.1, 5.2
Application du Système général harmonisé de classification (SGH)	4.3, 5.1
Bonnes pratiques agricoles	5.2, 5.3
Commerce et environnement	4.4, 5.2
Zones protégées	4.4, 5.4
Sécurité et santé au travail	5.2, 5.3, 5.4
Gestion et diffusion de l'information	4.2, 5.1
Considérations socioéconomiques	4.1, 4.5
Gestion des déchets	4.2

OBJECTIF DE LA SAICM : COMMERCE ILLICITE

Prévention du commerce illicite de marchandises toxiques et dangereuses	4.2, 4.4, 5.1, 5.3
---	--------------------

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Sections du guide</i>
Gestion des déchets	4.4, 5.2

ANNEXE 2: COORDONNEES DES ORGANISATIONS PARTICIPANT A L'IOMC

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

M. Mark Davis
Agent senior - Gestion des pesticides
Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Via delle Terme de Caracalla
I-00100 Rome
Italie
Téléphone : +39 06 5705 5192
Courriel : Mark.Davis@fao.org

Organisation internationale du travail (OIT)

M. Pavan Baichoo
Agent technique
Santé au travail
Programme SafeWork
Département de la protection du travail
Organisation internationale du travail
4, route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

Téléphone : +41 22 799 67 22
Télécopie : +41 22 799 68 78
Courriel : baichoo@ilo.org

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Mme Suely Carvalho
Chef de l'unité Protocole de Montréal et conseillère technique principale du Groupe sur l'énergie et l'environnement, BDP
Programme des Nations Unies pour le développement
304 East 45th St. Room No 970
New York, NY 10017
USA

Téléphone : +1 212 906 6687
Télécopie : + 1 212 906 6403
Courriel : suely.carvalho@undp.org

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

M. Tim Kasten
Chef
Branche Substances chimiques, DTIE
Maison internationale de l'environnement
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine, Genève
Suisse

Téléphone : +41 22 917 81 83
Télécopie : +41 22 797 34 60
Courriel : chemicals@unep.ch

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

M. Heinz Leuenberger
Director
Branche Gestion de l'environnement
Division Élaboration des programmes et coopération technique
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Wagramer Str. 5
P.O. Box 300
A-1220 Vienne
Autriche

Téléphone : +43 1 260 26 5611
Télécopie : +43 1 260 26 6855
Courriel : H.Leuenberger@unido.org

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Mme Carolyn Vickers
Chef d'équipe, Sécurité chimique
Département Santé publique et environnement
Organisation mondiale de la santé
Avenue Appia, 20
CH-1211 Genève 27
Suisse

Téléphone : +41 22 791 1286
Télécopie : +41 22 791 4848
Courriel : vickersc@who.int

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

M. Bob Diderich
Chef
Division de la santé et de la sécurité environnementales
Direction Environnement
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2, rue André-Pascal
F-75775 Paris Cedex 16
France

Téléphone : +33 1 45 24 14 85
Courriel : bob.diderich@oecd.org

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

M. Jonathan Krueger
Chef de programme par intérim
Programme Gestion des produits chimiques et des déchets
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse

Téléphone : +41 22 917 8166
Télécopie : +41 22 917 8047
Courriel : jonathan.krueger@unitar.org

Banque mondiale

M. Laurent Granier
Département Environnement
Banque mondiale
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433
USA

Téléphone : +1 202 473 9034
Télécopie : +1 202 522 3258
Courriel : LGranier@worldbank.org

ANNEXE 3 : SIGLES ET ACRONYMES

AGPP	Service de protection des végétaux de la FAO
AMD	Acceptation mutuelle des données
AND	Autorité nationale désignée
BAT	Meilleures techniques disponibles
BEP	Meilleures pratiques environnementales
BPL	Bonnes pratiques de laboratoire
ChL	Leasing de produits chimiques
CIEN	Réseau d'échange d'informations sur les produits chimiques
CIS	Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
COCI	Comité de l'industrie et de la chimie
CWM	Programme de gestion des produits chimiques et des déchets
DTIE	Division Technologie, industrie et économie
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FISC	Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique
GMP	Projet mondial sur le mercure
GPA	Plan d'action mondial
IBLF	Forum international des chefs d'entreprise
ICCM	Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques
ICS	Centre international pour la science et les technologies de pointe
IETMP	Inventaire des émissions et des transferts de matières polluantes
IGNOU	Indira Gandhi National Open University
IMS	Système de gestion intégrée
IOMC	Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques
JMPR	Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides
JMPS	Réunion conjointe FAO/OMS sur la classification des pesticides
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCDE EHS	OCDE Programme sécurité et santé environnementale
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement

OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PBB	Polybromobiphényles
PCB	Polychlorobiphényles
PCT	Polychlorotérphényles
PISC	Programme international sur la sécurité des substances chimiques
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUD BDP	PNUD Bureau des politiques de développement
PNUD GDP	PNUD Groupe de développement des capacités
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
(Q)SARs	Relations Structure-Activité quantitatives
SAICM	Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques
SAO	Substances appauvrissant la couche d'ozone
SEARO	Bureau régional de l'OMS pour l'Asie du Sud Est
SGH	Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques
SHE&Q	Sécurité, Santé, Environnement et Qualité
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
UICPA	Union internationale de chimie pure et appliquée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Organisation des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNO	Unité nationale ozone
WHOPES	Schéma OMS d'évaluation des pesticides

